

Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



Afrique du Sud le 16 octobre 2012

SOMMAIRE

Déclaration de la Tendance Communiste Internationaliste, le 1er Mai 2012:	2
Les ouvriers réagissent, mais la lutte est encore insuffisante pour arrêter les attaques. La classe dominante n'hésite plus à tirer !	4
Les mineurs d'Afrique du Sud à l'offensive.	5
Austérité britannique : la normalité du nouveau capitalisme !.....	7
Les élections Présidentielles sont terminées, la crise subsiste et va faire de nouveaux ravages.....	9
Solidarité internationaliste :	11
Salut à une nouvelle voix politique en Grèce !	12
La baisse tendancielle du taux moyen de profit, la crise et les "négationnistes"	15
Quelques considérations sur le livre de S. Saggiaro : "Ni avec Truman, ni avec Staline"	24
Vie politique de la TCI.....	30

Le capitalisme et les compressions

Il y a une alternative, mais il faudra se battre pour y arriver

Un système en crise

Même la classe dominante admet que le capitalisme est aux prises avec une crise profonde. La bulle spéculative a éclaté et les conséquences sont évidentes pour tout le monde. Les capitalistes ne peuvent plus cacher le fait que la classe ouvrière mondiale devra supporter le fardeau de la crise pendant encore de nombreuses années, afin que ses exploités puissent se sortir de l'abîme dans lequel l'ordre capitaliste se retrouve.

La précarité, les mises à pied, les compressions dans les programmes sociaux, le chômage croissant des jeunes, les attaques constantes contre les plus appauvris et les retraités, de même que les reculs dans les pensions et l'aide sociale; voilà l'état des lieux en ce 1er mai 2012. Peu importe où l'on vit dans le monde capitaliste prétendu « avancé », la recette est toujours la même. Nous subissons une détérioration brutale et constante de nos conditions de vie et de travail, et même la classe dominante reconnaît que le pire reste à venir. La chute durera pendant des années, si nous ne réagissons pas.

Pendant ce temps, la grande coalition de tous ceux qui nous exploitent rétablissent graduellement leurs soldes bancaires, le coût de l'immobilier aux mains des plus riches des riches ne cessent d'augmenter et, tout naturellement, ils se votent des baisses d'impôt, puisqu'ils sont « les créateurs de richesses » méritoires et les plus grands philanthropes de la société. Pour la bourgeoisie, la « récession » est terminée.

Mais la crise est loin d'être finie. Elle n'est pas seulement causée par de mauvaises « créances » ou des banques « perfides ». C'est une crise structurelle qui nous tenaille depuis des décennies « en fait, depuis la fin du système Bretton-Woods en 1971 ». Le capitalisme est à la fin de l'un de ces cycles d'accumulation de capital et il ne pourra se sortir du bourbier qu'en dévaluant les valeurs en capital existant. Dans les premiers temps du mode de production capitaliste, quelques faillites ici ou là pouvaient faire l'affaire. Les capitalistes les plus fortunés rachetaient les perdants pour des sommes dérisoires et le système repartait de plus belle. Malgré toute la restructuration industrielle accomplie dans les années 80, et la facilité avec laquelle le capital peut maintenant fermer les entreprises aussitôt qu'elles cessent d'être profitables, la masse de capital dans le monde aujourd'hui est si importante que seule une gigantesque dévaluation de capital **réel** (pas seulement l'éclatement des bulles de capital financier fictif) pourrait permettre au système capitaliste dans son ensemble de relancer « une croissance saine ». Malheureusement une telle dévalorisation exigerait une destruction massive, qui ne peut être accomplie que par la destruction matérielle causée par une guerre mondiale. Même si les conditions politiques et diplomatiques n'existent pas encore pour une

telle guerre, elle reste « la solution finale » et ultime du mode de production capitaliste. D'ici là, la classe ouvrière internationale devra payer un tribut encore plus lourd qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant.

La classe ouvrière

La seule force qui peut mettre fin à la crise et conjurer la guerre est la puissance collective de la classe ouvrière mondiale. Depuis les 3 dernières décennies, notre classe a été forcée de battre en retraite. Elle est devenue un simple élément du capital variable qui a vu sa part de richesse mondiale largement réduite. Avec l'exportation des emplois vers l'Extrême-Orient, où les conditions de travail médiocres sont la norme, les travailleurs et les travailleuses dans les centres capitalistes traditionnels ont été exclus de la production et graduellement forcés à accepter des baisses de salaires et des conditions de travail de plus en plus inacceptables. De plus, la classe ouvrière est devenue de moins en moins organisée et sa cohésion a été minée; à la grande satisfaction de la classe dominante.

Cependant, la situation commence à changer. La classe ouvrière – tous ceux et celles qui dépendent d'un salaire pour exister – est maintenant sous le feu d'une offensive concertée et sans précédent. Jusqu'à maintenant, pour les raisons déjà décrites plus haut, les travailleurs et travailleuses ont pris du temps à réagir.

Cependant, il y a des signes d'un certain éveil. Du printemps arabe au mouvement des indignés, il devient évident que la crise est en train de susciter des résistances qui vont au-delà des limites de ces expériences et que certaines sections de la classe ouvrière ont gagné en confiance suite à ces expériences. Dans les pays les plus touchés comme la Grèce et l'Espagne, la riposte commence à se manifester. Cela étant, par rapport au désastre imminent qui menace la classe ouvrière, elle reste insuffisante. Plusieurs raisons l'expliquent. Des années de recul ont ébranlé la confiance de la classe ouvrière. Cependant il n'est pas question seulement de confiance. De nombreux travailleurs et travailleuses ont été trompés par l'individualisme capitaliste et attendent et espèrent que d'une façon ou d'une autre, le pire de la crise ne les frappera pas. Mais ces prolétaires seront inévitablement frappés et ils devront répondre alors de deux façons.

Que faire?

En premier lieu, ils et elles devront s'unir quelque soit leur âge, leur condition d'emploi ou leur métier. La forme que cette unité devra prendre sera celle d'organisations autonomes telles que des comités de grève qui seront uniquement contrôlés pas des assemblées de masse de tous les participants et participantes du mouvement. Ils devront

aller au-delà des syndicats et des partis politiques bourgeois qui appellent à la négociation avec l'ordre existant.

En deuxième lieu, ils et elles devront reconnaître que la lutte doit devenir politique. Aujourd'hui, un grand nombre de personnes reconnaissent la nécessité de « l'anticapitalisme », mais ce terme représente différentes choses pour différentes personnes. Certaines personnes croient que la lutte doit se limiter à la critique des grandes corporations ou encore des banques, comme si les capitalistes moins puissants sont des exploiters plus acceptables. D'autres encore, croient que cela veut dire la nationalisation de tout ce qui permet au système de perdurer. Le sort des travailleurs et des travailleuses dans l'ancienne Union soviétique démontre les limites d'une telle vision. Si l'« anticapitalisme » veut avoir une véritable signification, il doit défendre une nouvelle façon de produire. La seule alternative est un système qui abolit l'argent, l'exploitation et le profit. En définitive, nous avons besoin d'une société entièrement différente qui produit pour satisfaire les besoins humains; une société dans laquelle les moyens de production et de distribution sont socialisés et ne sont pas contrôlés par une poignée de capitalistes (que ce soit de la variété privée ou étatique). C'est une société où l'environnement n'est pas pillé et dévasté (d'une manière quasi-irréversible) mais respecté par les générations présentes et futures. C'est un système fondé sur la possibilité de la participation de chaque individu, qui aura son mot à dire à travers des délégués élus et révocables, à des organismes de coordination représentant l'ensemble de la population. L'accomplissement de cet objectif requiert le renversement de l'État capitaliste démocratique dans lequel le Parlement agit comme le travestissement de la domination de la classe capitaliste et la prise de pouvoir par le prolétariat. Son objectif sera d'établir une société « de producteurs librement associés » qui planifie la production en fonction des besoins réels plutôt que pour le profit. Cette société ne contiendra plus de nations, ni d'États, ni de frontières et rangera les guerres au musée de l'histoire.

C'est le type de communisme que nous envisageons. Il n'apparaîtra pas du jour au lendemain. Une longue lutte nous attend, à la fois pour convaincre nos camarades de classe de ce qu'est l'alternative réelle du capitalisme et pour assurer la défaite des cliques de la classe dominante. Dans le cours de cette lutte ceux et celles qui comprennent déjà la nécessité d'une société nouvelle devront s'unir en tant que minorité communiste sous la forme d'un parti révolutionnaire international. Il ne s'agit pas pour nous de vouloir créer un nouvel instrument de domination, un gouvernement en attente, ni même un autre projet parlementaire. Ce qui est requis est une organisation internationale et internationaliste capable de participer au mouvement de classe, de débattre et d'éclairer la perspective du renversement du capitalisme et d'une nouvelle façon de vivre ensemble. Une association d'êtres humains libres et égaux, dans laquelle « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

La Tendance communiste internationaliste n'est ni « le parti », ni même le seul noyau d'une telle organisation. Cela dit, nous nous sommes donnés comme but de lutter aux côtés des militants et des militantes de la classe ouvrière et d'autres révolutionnaires pour progresser dans la construction de la nouvelle organisation révolutionnaire internationale. Nous invitons toutes les personnes qui s'identifient à cette perspective, de nous contacter et d'en discuter avec nous.

Canada/USA : Le Groupe internationaliste ouvrier/ The Internationalist Workers' Group

Italie : Il Partito Comunista Internazionale (Battaglia Comunista)

Royaume-Uni : The Communist Workers' Organisation

Allemagne : Gruppe Internationaler Sozialistinnen

France : Bilan et Perspectives

Écrivez-nous :

Bilan & Perspectives – bulletin communiste

ABC-LIV

**118 – 130 Av. J. Jaurès
75171 PARIS CEDEX 19**

fr@leftcom.org

**Bilan & Perspectives
Revue périodique
Publiée par l'association « loi 1901 »
Bilan & Perspectives**

**Dépôt légal novembre 2012
Imprimé par nos soins**

Oui, nos conditions de vie sont de pire en pire dans tous les pays !

Les ouvriers réagissent, mais la lutte est encore insuffisante pour arrêter les attaques.

La classe dominante n'hésite plus à tirer !

Partout, la classe ouvrière est frappée par les attaques de la classe dirigeant ses États, attaques économiques du fait de l'accélération de la crise mondiale du capitalisme. Partout ses conditions de vie et de travail se dégradent avec : la paupérisation croissante, la chute des salaires, un chômage de masse, des plans de licenciements en cascade, la réduction de tous les budgets sociaux... Partout la classe lutte, bien évidemment, mais sans arriver à dépasser le cadre syndical ou humaniste que lui oppose la petite bourgeoisie à travers les « indignés » ou des regroupements du style « Occupy Wall Street » qui ne lui propose aucune perspective pour sa lutte et pour améliorer sa situation.

L'on pourrait faire la liste de toutes les grèves et luttes ouvrières de part le monde comme le fait fort bien le bulletin *Dans le monde, une classe en lutte*.¹

Dans les pays émergents comme en Corée du Sud en aout 2012, 44 000 travailleurs étaient en grève dans les usines de Hyundai. En Chine en août 2012, à Wuhan dans une usine de composants électroniques, après 3 jours de grève, les salaires mensuels sont portés à 206 euros. La lutte reprend ailleurs, le 10 octobre, à l'usine du groupe taiwanais Foxconn Technologie, qui fabrique l'iPhone5 d'Apple et les produits électroniques les plus sophistiqués et récents. Foxconn possède des usines géantes, comme celle de Zhengzhou où se trouvent près de 200 000 travailleurs et emploi des mineurs de 14 ans (!). Le 10 octobre se sont des scènes d'émeutes qui sont le signe de l'exaspération des ouvriers. En Indonésie à Batam dans une usine de câblage, 700 temporaires sur 1200 travailleurs obtiennent des garanties d'emploi et de véritables contrats de travail après deux semaines de grève et occupation de l'usine. Et le 3 octobre plus de deux millions d'ouvriers d'usines étaient en grève.

Dans les pays capitalistes centraux, en Europe, les grèves et manifestations se succèdent en Espagne, Grèce, Portugal, Italie, Angleterre, France, etc...

Ce qui est nouveau c'est les violences policières, l'État ne résiste devant l'emploi des armes. Les forces de répression tirent et tuent sans hésiter.

A Madrid: la police tire sur les manifestants avec des balles en caoutchouc en juillet et de nouveau en septembre.

* Le 19 juillet lors de manifestations syndicales qui ont eu lieu dans 80 villes, sous le mot d'ordre "*ils veulent ruiner le pays. Il faut l'empêcher*". Les travailleurs se sont mobilisés pour exprimer leur refus du nouveau plan de rigueur du gouvernement espagnol (le énième), contre la hausse de la TVA, et les coupes budgétaires qui frappent les fonctionnaires et les chômeurs. La police n'a pas lésiné, pour disperser les groupes radicaux, elle les a chargé en fin de manifestations et a tiré avec des balles en caoutchouc sur les manifestants.

* Lors de la manifestation 25 septembre, des affrontements ont éclaté à Madrid entre policiers et manifestants du mouvement des indignés qui s'étaient rassemblés aux abords du Congrès des députés, aux cris de "démission", "dehors". Les forces anti-émeutes qui tentaient de les disperser, ont chargé à coups de matraques et tiré des balles en caoutchouc. Ces affrontements ont fait au moins 14 blessés, dont un grièvement atteint, selon les services d'urgence.

A Bruxelles,

La violence policière s'est exercée à Bruxelles lors d'une manifestation pacifique le 17 juin 2012 (*Afd international* du 22 juin).

A Montréal, lors de manifestations étudiantes du « printemps érable » la répression et la brutalité policière sont spectaculaires.

En Afrique du Sud où le visage réel du capital se manifeste dans sa forme la plus répugnante. (voir l'article ci-après)

Le 02 octobre 2012, lors de nouvelles violences liées aux grèves sauvages qui troublent le bassin minier de Rustenburg, la police tire encore et fait à nouveau 5 morts supplémentaires après les 34 mineurs abattus en aout (le vrai bilan s'établirait à 44 et 78 blessés)

Au Bangladesh, le 16 septembre, la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes sur des dizaines de milliers de travailleurs du vêtement quand ils se sont révoltés dans une zone industrielle clé en dehors de Dacca, exigeant une réduction des heures de travail. Les travailleurs ont quitté leurs usines et rejoint la manifestation, incendiant un poste de police et quatre véhicules de police à Narayanganj, à 20 kilomètres au sud de la capitale.

«Il y avait plus de 100.000 travailleurs. Ils étaient paisibles au début, mais tout à coup ils ont pris d'assaut un poste de police à Shimrail et y ont mis le feu », déclare le chef de la police Sheikh Nazmul Alam à l'AFP.

«Nous avons tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour disperser les émeutiers », a-t-il dit, en ajoutant que deux policiers ont été grièvement blessés au cours des affrontements.

Nouveaux affrontements le 23 octobre, la police tire sur un sit-in des travailleurs d'Hall-Mark Group à Dacca et fait 200 blessés.

En Égypte, le 25 août 2012 - Un travailleur a été tué et 7 autres blessés lors d'affrontements entre la police et les travailleurs en lutte de la centrale électrique d'Aboukir, près d'Alexandrie. Les manifestants s'étaient réunis pour protester et avaient séquestré les directeurs de la société.

Mais auparavant, plus de 23 000 salariés de la plus grande entreprise de textiles d'Égypte s'étaient mis en grève, le 15 juillet, en réclamant une revalorisation de leurs salaires.

1. http://www.mondialisme.org/IMG/article_PDF/article_a1883.pdf

Cette usine de la société nationale Mir Spinning and Weaving, à Mahalla dans le delta du Nil, avait déjà connu en 2008 des manifestations qui ont déclenché une vague de grèves à travers le pays, considérée par beaucoup comme le

catalyseur du soulèvement qui a abouti à la chute d'Hosni Moubarak en février 2011.

Aurélien

Les mineurs d'Afrique du Sud à l'offensive. La bourgeoisie, par crainte de « contagion », tire !



La fusillade policière du 10 septembre 2012 qui a blessé quatre mineurs d'or est survenue exactement trois semaines après le massacre du 16 août de 34 mineurs grévistes de la mine (et plus) de platine de Marikana du groupe Lonmin.

Pourquoi cette sauvage répression de la bourgeoisie ?

La crise économique touche également l'Afrique du sud premier producteur mondial de platine et de palladium, deux métaux précieux qui, en plus d'être comme l'or, si ce n'est plus, des valeurs refuge des spéculateurs internationaux, sont largement utilisés dans les convertisseurs catalytiques et des composants pour les voitures. La crise du capitalisme a réduit beaucoup de leurs utilisations commerciales. Les pays industrialisés importent moins parce qu'ils produisent moins, ils réduisent les stocks et les commandes de matières premières.

Pour l'industrie sud-africaine, la crise signifie moins de profits pour les spéculateurs et une baisse inquiétante de la demande liée à l'extraction et au commerce des métaux précieux. C'est la raison pour laquelle les demandes des mineurs sont de moins en moins recevables par les grandes entreprises minières. Les grèves prennent tout de suite un caractère plus politique contre le système et l'État.

Immédiatement les luttes sont plus dures et tout comme à Marikana, la lutte à la mine Modder East, Gold One International Ltd, est une grève sauvage lancée contre et en dehors du syndicat des mineurs, le National Union of Mineworkers (NUM). Le NUM, le plus grand syndicat

d'Afrique du Sud qui est un pilier du gouvernement de l'African National Congress. Il a défendu le massacre de Marikana en exigeant l'emprisonnement des mineurs combattifs.

La propagation des luttes des mineurs provoque une inquiétude croissante parmi les investisseurs des sociétés minières, au sein de l'ANC et de ses partenaires du syndicat du NUM. Les craintes ont été exprimées dans l'avertissement lancé par Gary van Staden, du cabinet de conseil NKC Independent Economists : « *Je pense qu'il y a de bonnes chances de contagion. Il y a de très bonnes chances de voir une propagation des grèves sauvages dans les mines.* »

La classe dirigeante craint la « contagion » parce que, quatre ans après le krach de Wall Street et la crise économique mondiale dévastatrice, la situation à laquelle se trouvent confrontés les travailleurs en Afrique du Sud est toujours plus dramatique et universelle. Dans un pays après l'autre, la classe ouvrière répond par la lutte contre les politiques d'austérité et de chômage de son propre État bourgeois.

La bourgeoisie nationaliste et anti-apartheid montre son vrai visage !

Dix-huit ans après la fin de l'apartheid – qui est survenu après des décennies de luttes des travailleurs et des opprimés – les intérêts et bénéfices économiques de la bourgeoisie sont toujours empochés par les mêmes multinationales existantes sous l'ancien régime. Ces

dernières sont maintenant défendues par les anti-apartheid : l'ANC et le NUM qui représentent la bourgeoisie noire et uniques bénéficiaires de la « promotion économique des Noirs » (« black economic empowerment »). La masse des travailleurs sud-africains et les mineurs effectuant un travail épuisant et très dangereux, ne survit qu'avec 300 dollars par mois, leur condition de vie n'a pas changé et a même empiré.

Katiso Mosebetsane – jeune de 22 ans venu à Marikana pour retrouver le corps de son père, un mineur massacré le 16 août – exprime ainsi le sentiment des travailleurs : « Vous avez l'employeur, le gouvernement, la police et même le syndicat qui collaborent tous ensemble. Ils sont censés s'occuper de vous, mais ils sont contre les gens – ça, c'est l'apartheid » (in *The Independent*).

Vague de lutte de classe dans le monde.

L'éruption de la lutte dans les mines d'Afrique du Sud survient au milieu d'une vague de luttes qui a lieu sur tous les continents : chez Chrysler aux États-Unis, le personnel de cabine de Lufthansa en Europe, chez Hyundai en Asie, dans le secteur public au Brésil, etc...

Et, ces luttes adoptent de plus en plus la forme d'une rébellion ouverte et de grève sauvage contre les syndicats existants. Par contre quand elles demeurent sous le contrôle de ces organisations, elles sont isolées, étouffées puis défaites.

Grèves sauvages contre les syndicats et les États, main dans la main contre les travailleurs.

Partout l'on voit « l'employeur, le gouvernement, la police et même le syndicat collaborer » pour étouffer la lutte et, maintenant, ils tirent. Telle est la réponse des classes dirigeantes capitalistes à sa crise.

Certains expliquent le rôle joué par le NUM à cause de l'évolution des chefs syndicaux comme Cyril Ramaphosa dirigeant du syndicat en 1980 puis secrétaire général de l'ANC au début 1990. Ce dernier a fait carrière dans des entreprises capitalistes pour finir comme l'un des hommes les plus riches d'Afrique du Sud avec une fortune s'élevant à quelques 230 millions de dollars. Aujourd'hui, il siège au directoire de Lonmin qui a mené la répression des mineurs de platine et leur massacre le mois dernier.

Ce phénomène n'est nullement unique. Aux États-Unis, le syndicat United Auto Workers (UAW) possède 55 pour cent des parts de Chrysler et un responsable de l'UAW siège au conseil d'administration de l'entreprise. Comme en Afrique du Sud, les travailleurs de l'automobile de l'usine de fabrication de moteurs Chrysler (Dundee - Michigan) ont rejeté l'accord local négocié par le syndicat UAW. Ils font face à cette soi-disant « organisation des travailleurs » mais, en fait, leur adversaire et l'instrument direct de la bourgeoisie.

En Afrique du Sud, tout comme aux États-Unis et ailleurs, la classe ouvrière doit rompre avec ces organisations bourgeoises que sont les syndicats.

La lutte s'étend, la bourgeoisie attaque.

Face à une vague croissante de grèves dans toute l'Afrique du Sud, les sociétés minières annoncent des licenciements massifs des grévistes. Le 5 octobre l'Anglo American Platinum (Amplats), le plus important producteur mondial de platine, a licencié 12 000 mineurs en grève. Cette décision fait suite à une grève de trois semaines de 28 000 mineurs dans les quatre mines de la compagnie à Rustenberg. La veille de la décision, le 4 octobre, un mineur a été tué lorsque la police a attaqué les ouvriers. Ce mineur est le dernier d'une longue liste de presque 50 ouvriers tués par les forces de l'ordre de l'État au cours des dernières semaines.

L'initiative d'Amplats a été suivie mardi par deux autres sociétés minières qui ont licencié plus de 3500 travailleurs participants aux grèves ayant commencé le 1er octobre contre les bas salaires et des conditions de travail intolérables. La société d'extraction de platine Atlatsa a licencié 2161 ouvriers pour avoir participé à une grève la semaine dernière à sa mine de Bokoni. La compagnie minière aurifère Gold One a licencié 1435 ouvriers de sa mine d'or et d'uranium située à l'extérieur de Johannesburg. La compagnie a ensuite publié une mise en garde menaçante avertissant que la répression policière attendait toute opposition à cette décision.

Une vague de grève déferle car les luttes sauvages ont été payantes

La stratégie de la bourgeoisie : licenciements et rétorsion n'a pas permis d'arrêter la propagation des grèves, le plus souvent sauvages. La révolte croissante des ouvriers prend la forme d'un mouvement national sauvage qui défie les grandes entreprises, le gouvernement du Congrès National africain (ANC) au pouvoir et les syndicats officiels.

Depuis août, quand les travailleurs de la firme de platine Lonmin ont débuté un arrêt de travail pour de meilleurs salaires, plus de 100 000 travailleurs dans toute l'Afrique du Sud, dont 75 000 mineurs de plus de 20 mines, ont été impliqués dans des grèves. Les luttes ont inclus les travailleurs des transports, de l'automobile et d'autres secteurs.

Selon différentes sources, les grèves dans toute l'industrie de l'extraction de l'or auraient réduit la production nationale de plus de 40%. Les plus gros producteurs d'or d'Afrique, AngloGold Ashanti Ltd., Gold Fields Ltd. et Harmony Gold Mining ont tous été touchés.

À la suite de l'augmentation de 22 % des salaires obtenue par les ouvriers de la mine Lonmin à Marikana, les mineurs d'AngloGold Ashanti ont arrêté la production pour exiger le même accord salarial. Ils ont rejoint les 13 000 mineurs de Gold Fields, qui ont participé à des grèves sauvages



pendant plusieurs semaines. De leur côté les mineurs de la mine Harmony à Kusasalethu sont en grève depuis début d'octobre.

Les ouvriers employés à la mine de minerai de fer de Kumba, une filiale de Anglo American qui figure parmi les 10 premiers producteurs de minerai de fer dans le monde, sont également en grève. Les employés de la société Sishen Mien de la province de Cap-du-Nord ont quitté leur poste de travail, dans un mouvement de grève sauvage le 3 octobre. Ils demandent une augmentation du salaire mensuel de 15000 rands (\$1725). Les ouvriers ont tout de suite bloqué l'accès à la mine, forçant à l'arrêt de la production. Une déclaration de la compagnie déclare, « Les grévistes sont tous des employés permanents appartenant aux syndicats reconnus de la compagnie, mais ils agissent de leur propre initiative sans représentation syndicale. »

Le 2 octobre c'est au tour des 400 ouvriers de la mine de platine Xstrata à Brits, dans le nord-ouest du pays, de commencer une grève pour demander une augmentation de salaire.

Les ouvriers de la Western Chrome Mine, de la firme Samancor, continuent leur grève sauvage et les mineurs de charbon ont démarré une grève sauvage portant sur les salaires à la Houillère Mooiplaats dans la province de Mpumalanga. Une grève nationale des mineurs de charbon amènerait rapidement à l'arrêt de l'économie, étant donné qu'environ 85 % de l'électricité d'Afrique du Sud est produite à partir du charbon.

Toujours le 2 octobre dans les transports, la grève a pris fin quand les travailleurs ont obtenu une augmentation de salaire « à deux chiffres ». Malgré cela, environ 28000 ouvriers, membres du South African Transport et de Allied Workers Union, ont juré de continuer la lutte. La grève des camionneurs a un impact important sur l'économie ; une organisation patronale a déclaré que l'industrie des

marchandises perdait environ 1,2 milliards de rands (\$135 millions) de chiffre d'affaire chaque semaine.

Le 8 octobre il a été annoncé que la semaine, les ouvriers des ports vont faire grève pendant trois jours et les ouvriers du rail pendant un jour dans une action de soutien des camionneurs.

A côté des menaces et de la répression, un certain nombre de compagnies d'exploitation minière ont essayé de mettre fin aux grèves en entrant dans les négociations et en offrant des hausses des salaires supérieures à la normale.

Les grèves sont gagnantes, les ouvriers obtiennent de fortes augmentations de salaires.

Du fait de la massivité des luttes, quelles ont lieu en dehors du cadre syndical et qu'ils s'organisent eux-mêmes dans des comités de grève, les travailleurs obtiennent satisfaction de leurs revendications.

La bourgeoisie est consciente de cela comme le rapporte le *Mail and Guardian* « L'action des ouvriers d'Amplats montre le déclin continu du syndicat, que la grève tragique des ouvriers de Lonmin à Marikana a semblé exacerber. La vague actuelle de grèves, qui a d'abord balayé le secteur du platine avant de se propager à d'autres industries, a été dirigée par des comités de grève indépendants qui ont mis en avant des revendications salariales en dehors du cadre des accords négociés établis. » L'article a cité un membre du comité de grève d'Amplats qui a dit que « les ouvriers allaient finir ce qu'ils ont commencé sans l'immixtion syndicale. »

La vague de grève se poursuit et rebondit encore actuellement.

Aurélien, le 17/10/12.

*Nous traduisons l'article ci-après de **Revolutionary Perspectives** car la situation en Grande-Bretagne est similaire dans tous les pays capitalistes développés. Nous pourrions rédiger pratiquement le même article pour la France et de nombreux pays d'Europe ou des USA...*

Austérité britannique : la normalité du nouveau capitalisme !

Surprise, surprise, la Banque d'Angleterre dans son dernier rapport sur l'économie ne voit pas maintenant de retour à une « croissance normale » au moins pour les deux prochaines années. Comme les prévisions viennent d'être révisées à la baisse une nouvelle fois, le Comité de politique monétaire a admis qu'il n'a "pas une idée réelle du moment où la reprise aura lieu". (Voir "BoE is running out of policy options" - "La Banque d'Angleterre est à court de solutions politiques" dans le *Financial Times* 09/08/12) Apparemment, les gardiens professionnels de l'économie sont étonnés que cette fois le modèle vieux de 200 ans, c'est à dire une croissance de 3% environ dans les deux années qui suivent une récession, ne s'est pas matérialisé. Dans un contexte de crise économique globale, quand même la croissance des exportations de produits à bas coût de la Chine est en baisse, ce n'est pas extraordinaire que les exportations britanniques soit fortement en baisse. De la zone euro qui représente 40% des exportations de la production britannique, aux États-Unis et à la Chine (où les

ventes ont chuté de 8,6% uniquement entre les mois de mai et de juin), le Royaume-Uni n'est pas en mesure d'échapper à ce qui est aujourd'hui indéniablement une crise de « l'économie réelle » de la planète. Ainsi, alors que Cameron a dû modérer la jubilation des Tory sur les difficultés économiques de l'UE alors que ses conseillers économiques pour le marché intérieur du Royaume-Uni ont mis au point une « modification de la clé d'évaluation » : en amoindrissant la partie prévue de la « capacité des travailleurs et des entreprises à répondre à la demande de biens et de services » ! En d'autres termes, la récession s'aggrave. Derrière les banalités des experts, la situation de détresse des salariés et de leur famille s'accroît.

Une des choses qui casse la tête des prévisionnistes de l'économie est les chiffres officiels indiquant une baisse du chômage. (faible : de 0,2% !) Selon l'Office National des Statistiques 182.000 nouveaux emplois ont été créés dans les trois mois avant le mois de mai de cette année.

Pourquoi, alors, une telle baisse de la consommation (de la demande)? Il ne devrait pas vraiment y avoir besoin d'un autre économiste pour imaginer que derrière les statistiques, où un emploi à temps plein et permanent se trouve de plus en plus comptés des emplois à temps partiels, sous-payés, précaires et occasionnels.

Ainsi, Michael Saunders, économiste à Citigroup, a déclaré que « *trop de personnes prennent les données sur l'emploi à leur valeur nominale. Si l'on ne regardait que les emplois à temps plein et permanents comme pourcentage du total national de la main d'œuvre - groupe de personnes le plus capable de dépenser de l'argent - la situation serait très différente. Au premier trimestre de 2012, ceux-ci constituaient 54,7 pour cent de la main-d'œuvre, en baisse de 55,6 pour cent en un an et de 58,9 pour cent par rapport au premier trimestre de 2008, avant le début de la récession.* »

Comme les salaires en général traînent derrière l'inflation, cela signifie que les travailleurs utilisent de plus en plus leur salaire pour les nécessités de la vie, de la nourriture, les factures de logement et des services publics pour aller travailler. Les supermarchés, par exemple, se battent pour 'défendre' nos habitudes de consommation au moyen de guerres de promotion ce qui ne change rien au fait que les travailleurs ont tout simplement moins à dépenser. Ceci est confirmé par des évidences anecdotiques. Par exemple Asda³ a remarqué que les consommateurs de plus en plus attendent le jour de la paye pour faire leurs courses. En outre, les clients se sont plaints de devoir retirer aux distributeurs automatiques de billets, des coupures représentant des multiples de 10 £ ou 20 £. Ainsi, Asda a commencé à approvisionner ses distributeurs en coupures de 5 £ puisque sur l'un d'entre eux, 20 clients retirent exactement 5 £, tandis que sur un sur cinq, ils retirent des multiples, de 5 £ tels que 15£, 25 £ ou 35£.

Les revendications de propriétaires de logements par rapport aux locataires qui possèdent des arriérés de loyers sont en hausse avec une proportion croissante d'expulsions effectives.

Les revendications de propriétaires de locatif social frappent 25.207 personnes au premier trimestre de 2012, en hausse de 8 pour cent sur les trois mois précédents, selon les données obtenues auprès des tribunaux par l'éditeur juridique Sweet & Maxwell. Le succès des demandes d'expulsion accordée par les tribunaux a augmenté de 5,6 pour cent à 17.130. Ces deux chiffres sont à leur plus haut niveau depuis le premier trimestre de l'année 2009. La "majorité écrasante" des cas est liée à des arriérés de loyers, selon Daniel Dovar, un avocat du cabinet Tanfield Chambers, qui a participé à la recherche. Il déclare :

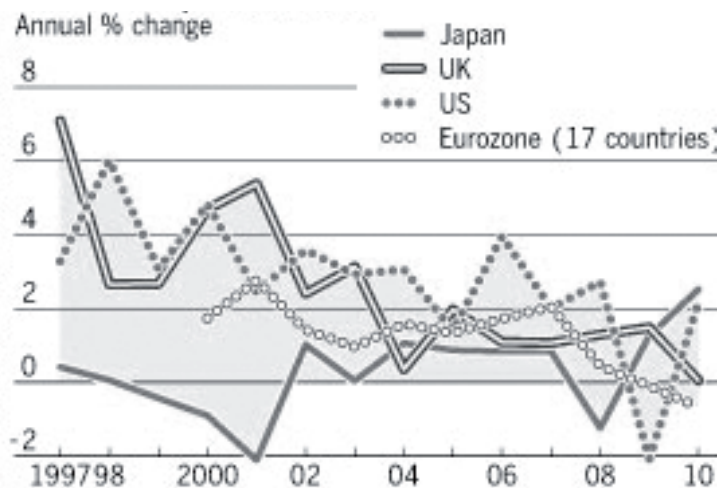
*"Alors que certaines décisions sont le résultat d'un comportement antisocial ou de sous-locations illégales, le fait est que la plupart des décisions sont données parce que les arriérés de loyer du locataire sont devenues insoutenables ».*⁴

Sans surprise le nombre d'ordonnances d'expulsion est le plus élevé là où le chômage est élevé, tandis qu'en même

temps le plafonnement des allocations logement et la mise en œuvre par le gouvernement du régime des "loyers abordables" - où des loyers sociaux a été portée jusqu'à 80 pour cent du niveau du marché - il résultera, sans aucun doute, plus d'arriérés. Pendant ce temps, dans la sphère des logements privés, le rempart des possédants et le cœur de la crise financière, les taux hypothécaires jusqu'à présent maintenus délibérément bas montent lentement. La moyenne hypothécaire à taux variable est maintenant de 4,22%, taux le plus élevé depuis février 2009, lorsque la Banque d'Angleterre a réduit son taux courant au niveau record de 0,5%.

Mais comme les taux grimpent, ils posent des problèmes croissants pour ceux identifiés par Financial Services Authority comme des "prisonniers hypothécaires" qui pourraient représenter la moitié de tous les emprunteurs et qui ne peuvent pas refinancer leurs prêts parce qu'ils n'ont ni assez de capitaux propres sur leurs maisons ou de mauvais antécédents de crédits. L'autre facteur est susceptible de disqualifier le refinancement de leurs prêts alors que les taux augmentent.

Recettes disponibles des ménages



C'est officiel: le «revenu disponible» baisse. Pour le capital: la quadrature du cercle, comment relancer la demande des consommateurs tout en réduisant les salaires, les emplois à temps plein et les dépenses sociales. Pour les travailleurs: comment garder un mode de vie alors que les prix augmentent, les salaires baissent et le chômage pèse sur beaucoup.

En bref, plus de plus en plus de ménages constatent qu'ils ne peuvent plus joindre les deux bouts: il faut faire attention si le principal soutien de famille travaille dans le secteur public, ou si quelqu'un doit se rendre au travail par chemin de fer (les prix ont augmentés de 6,2%), ou lorsqu'il doit payer les frais de scolarité en augmentation ou ceux d'un jeune chômeur⁵, ou lorsqu'un parent est malade ou âgé... En d'autres termes, au-delà des catégories, des classements, de ceux qui sont identifiés, isolés et catalogués, toute la classe ouvrière connaît une attaque massive sur son niveau de vie. Tout cela est en dehors de la perspective d'une baisse des retraites reportées jusqu'à ce que vous soyez apte à être jeté et de l'érosion continue de tous les aspects de la protection sociale depuis le National

2. Norma Cohen et Sarah O'Connor, *Financial Times*, 25/7/12.

3. (NdT) société commerciale de la grande distribution à prédominance alimentaire britannique. Asda est devenue une filiale du géant américain Wal-Mart. Elle a créé une branche service financier.

4. Kate Allen, *Financial Times*, 15/8/12.

5. Not in Education, Employment or Training (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire), le pourcentage des 18-25 ans est maintenant de 18,5%.

Health Service (NHS) aux allocations de chômage. (Les plans du gouvernement pour uniquement le NHS sont des coupes de 8% supplémentaires dans les dépenses durant les trois prochaines années.)

Lutte de classe ?

Jusqu'à présent, la réponse de la classe ouvrière dans son ensemble n'a été qu'un léger tintement. De nombreux militants ont été détournés vers des campagnes de défenses particulières tandis que le TUC a réussi à diviser les travailleurs du secteur public des autres secteurs et maintenant il orchestre une «marche» pour le 20 Octobre autour du slogan ambigu « Or a futur that works » « Pour un meilleur avenir ». S'ils veulent dire un l'avenir de plein emploi pour les travailleurs esclaves salariés travaillant toute la journée pour une pitance ridicule, leurs processions stériles sont la bonne façon de s'y prendre. La réalité est bien plus dure. Les capitalistes eux-mêmes estiment que la présente crise va bien au-delà de la crise de la sphère financière, qu'elle est systémique avec des proportions sans précédent. Il n'y a pas si longtemps était mis en avant le mythe du «libre marché» capitaliste se développant pour l'éternité et apportant le bonheur à tout le monde. Maintenant, cependant, le message que nous entendons, est que l'avenir est sombre, et pas seulement pour les deux ou

trois prochaines années, mais aussi pour les générations à venir. Lorsque la coalition Con-Dem a d'abord annoncé son programme d'austérité draconien, nous avons constaté qu'ils avaient noté la perspective d'avoir à traiter un certain nombre de «troubles sociaux». Depuis le déchaînement aveugle de l'été dernier des jeunes marginaux, les cercles dirigeants britanniques à peine à croire qu'il n'y aura pas de résistance de la classe ouvrière à toutes les attaques. Ce n'est pas le lieu pour essayer d'analyser l'emprise de la propagande des médias, la fragmentation de la classe ouvrière et son sentiment d'impuissance face à la machine capitaliste.

Nous ne pouvons pas prédire quand la classe ouvrière luttera. Ce que nous pouvons dire avec certitude, c'est que la crise capitaliste ne va pas disparaître et qu'à chaque tour de vis la question de trouver une solution de rechange au mode de vie et de travail sera plus nettement posée. En attendant, les petits – mais grandissant – groupes de révolutionnaires qui existent aujourd'hui peuvent utiliser ce temps pour se préparer pour quand ils devront proposer un programme pratique à la classe ouvrière qui aura décidé de prendre les choses dans leurs propres mains.

ER

France

Les élections Présidentielles sont terminées, la crise subsiste et va faire de nouveaux ravages.



Source : *Le Figaro* le 23 octobre 2012

Les lumières des élections législatives après celle pour la Présidence de la république vont s'éteindre, les discours d'estrades et les envolés lyriques font encore les premières pages des médias ! La réalité est toujours là !

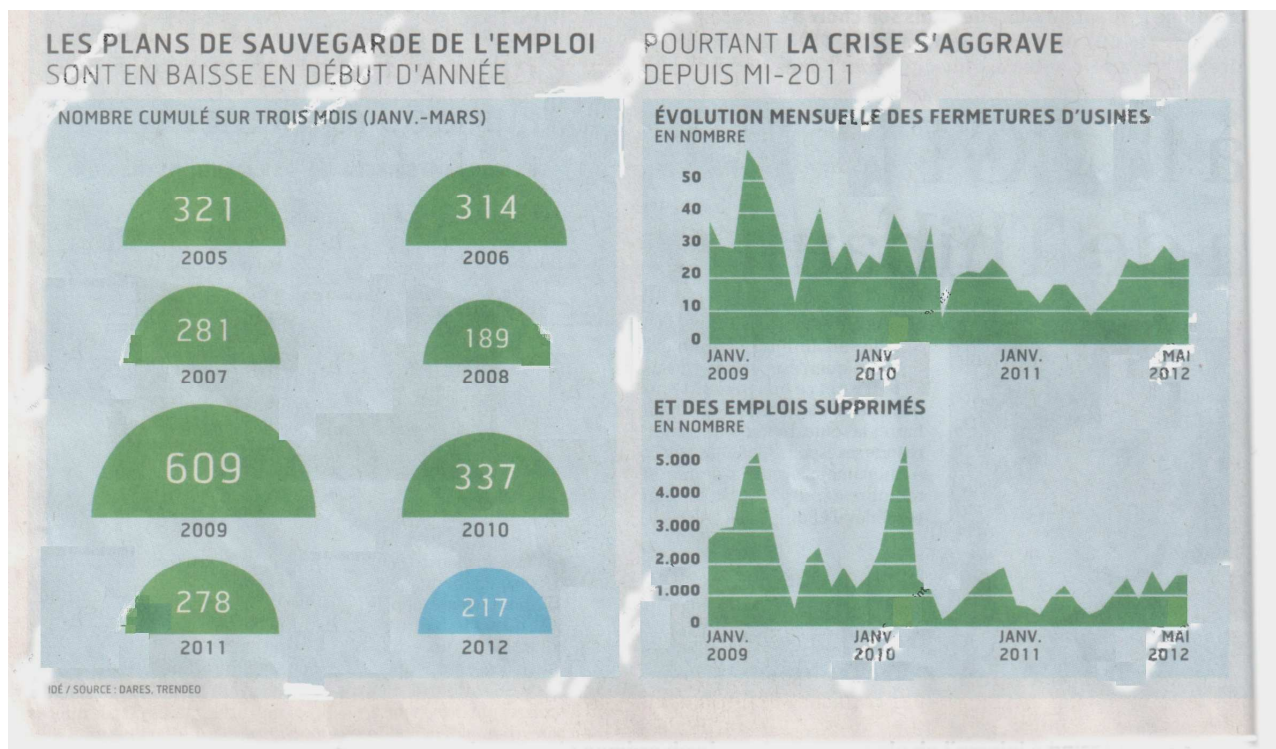
Déjà François Hollande le nouveau Président de la République socialiste reconnaît que la situation économique et sociale du pays n'est pas du tout celle annoncée officiellement auparavant puisqu'il admet que des licenciements massifs dans les grands entreprises françaises ont été retardés pour après la présidentielle par des négociations de Nicolas Sarkozy, son prédécesseur, avec

les responsables des trusts français. (cf tableau ci joint, *Les Échos* du 29 mai 2012 qui montre la baisse artificielle durant la campagne électorale du début de l'année 2012. Baisse de 22% par rapport à 2011).

Comme par miracle, la parenthèse de la campagne électorale avait fait oublié les difficultés sociales, les licenciements, la misère. La litanie des « plans sociaux » ou « plans de sauvegarde de l'emploi », -c'est à dire les fermetures d'usines en termes compréhensibles par les ouvriers-, qui composait les premières pages des journaux

avait été oublié. Maintenant tout cela nous revient en force

comme un boomerang.



Au premier trimestre 2012, le nombre des plans de licenciement a baissé de 22% par rapport à 2011 !!

La France va connaître une nouvelle vague de licenciements et de fermetures d'usines car la crise économique est toujours là et s'aggrave même.⁶

« On assiste à une perte nette d'une dizaine d'usines par mois depuis janvier » note David Cousquet de Trendeo (in *Les Échos* du 29 mai 2102) dont les conséquences vont être connues dans les prochains mois. Actuellement le Comité inter ministériel de restructuration industrielle (CIRI) possède en attente « 31 dossiers représentant 40 000 emplois » qui « sont en négociation ».

Les jours derniers, le groupe Doux, producteurs de poulets, vient de déposer le bilan, les conséquences sont 10 000 travailleurs qui vont perdre leur emploi dans le monde dont 3000 en France.

L'on comprend pourquoi la bourgeoisie a choisi comme nouveaux fondés de pouvoir, François Hollande et les socialistes. Il faut renouveler le discours et mystifier encore et encore la classe ouvrière.

Dès le début de son investiture, François Hollande a trouvé une nouvelle « tête de turc », il s'est montré « combatif » contre Angela Merkel. Il se présente comme celui qui veut une certaine relance économique en Europe, ... dans la rigueur ! Bouffon !

En parallèle, le nouveau gouvernement socialiste est très actif. Il va rencontrer les syndicats, rencontrer les patrons,

négocier, faire croire qu'il pourra agir contre la crise économique et conserver les emplois.

En tout cas il doit tâcher de convaincre et faire le maximum de bruit pour retarder les luttes sociales de la classe ouvrière. Son rôle va être de prétendre qu'il fera jouer un grand rôle aux syndicats comme négociateurs de la situation de crise. Le MEDEF (organisme patronal) l'a même félicité de cette posture avant le premier tour...

Tous sont de mèche avec la gauche au gouvernement pour prétendre qu'il faut attendre ... que la situation ne sera pas si mauvaise avec la relance. Après le feuilleton de Sarkozy « sauveur » de l'Europe et de l'euro, on va avoir celui d'Hollande luttant contre l'Allemagne pour relancer la machine économique. Ce feuilleton à rebondissement sert à faire durer les choses et démobiliser les ouvriers qui ... attendent les résultats des ces négociations.

La gauche est coutumière du fait. Souvenons-nous de la vague « rose » de Mitterrand : la vague sans grève. Quand le PCF au gouvernement muselait les ouvriers de Talbot (Poissy) frappés par des licenciements.

La mise en place de la gauche au commande de l'État est complétée par le sauvetage du Parti communiste à travers la création du Front de Gauche qui a ainsi pu enrayer sa perte constante d'électeurs et de popularité depuis l'effondrement des régimes stalinien de l'Est. L'on sait que dans tous les pays où il existait de forts partis communistes stalinien, leur disparition était inéluctable. En France, la tendance à sa quasi disparition de la scène politique était un réel affaiblissement pour les mystifications de la bourgeoisie. Dans la prochaine assemblée, le Front de Gauche qui aura très logiquement des députés suite aux prochaines élections législatives grâce à son langage radical va pouvoir épauler le parti socialiste dans les usines et dans les banlieues populaires pour faire accepter l'austérité « de gauche ». Son dirigeant, Mélenchon se paie même la première place des médias en allant défier Marine Le Pen (de l'extrême droite : Front National) dans son fiefs du nord.

⁶ , Actualisation : la liste s'allonge avec 900 postes chez SANOFI ; 1000 chez Goodyear France ; 1430 postes chez ALCATEL - LUCENT ; Dexia : 300 personnes virées ; PhoneHouse va se séparer de 265 personnes ; SFR va licencier entre 1500 et 2000 personnes ; Bouygues Telecom demande à 560 personnes de se porter volontaires pour partir - Castorama, au moins 1167 postes ; Groupama, 180 volontaires ; le groupe R R Ice-Cream, N° 2 européen des glaces a décidé de fermer l'usine Pilpa à Carcassonne : 127 salariés au chômage.

De même, le groupe trotskiste *Lutte ouvrière* a « gauchi » son langage. Très souvent ce groupe politique avait, au cours des dernières élections, un langage syndicaliste et moralisateur contre les « méchants » capitalistes. En 2012, il se radicalise ; il fait appel clairement aux luttes de la classe ouvrière et au troisième tour social qui devrait avoir lieu dans les usines. Depuis 1968, il s'est taillé une place essentielle dans le syndicat CGT, il dirige plusieurs branches de ce syndicat puisque beaucoup de staliniens ont disparu. *Lutte ouvrière* est devenu un acteur majeur dans le dispositif anti-social de la bourgeoisie et de sa fraction de gauche.

La situation sociale en France est la même que partout en Europe et dans le monde, l'austérité, le chômage et la misère. Face à l'ordre de bataille de la bourgeoisie, une seule issue pour les travailleurs ; s'organisent en dehors des centrales syndicales, en comités de travailleurs dans les usines et les quartiers, pour amener eux-mêmes leurs propres perspectives face aux licenciements, face à la réduction massive du niveau de vie et le serrage de vis de toutes les aides sociales en préparation.

Aurélien le 3/6/2012

Solidarité internationaliste : **Avec les camarades de Bolzano contre l'intimidation fasciste**

Lors de la soirée du 18 mars dernier, deux camarades des «*Amis de Spartacus*» de la ville de Bolzano, au nord de l'Italie, furent attaqués par deux fascistes, dont l'un est un militant bien connu du Bloc étudiant, la section de jeunesse de l'organisation fasciste «Casa Pound». Nos camarades ont riposté de façon courageuse à l'attaque et la tentative d'intimidation fut un échec.

Ce n'est pas la première fois que des militants d'extrême-droite se sont attaqués ou ont suivi nos camarades sous différents prétextes car, derrière un masque démocratique et respectable qui est récemment devenu en vogue chez les fascistes, se cache toujours la pratique brutale et anti-ouvrière qui les caractérise.

Nous voulons affirmer que les internationalistes n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner sur le terrain antifasciste en soi, ni à contribuer aux affrontements entre fascistes et antifascistes en défense d'une prétendue démocratie constitutionnelle. Notre antifascisme est anticapitaliste et se fonde d'une part sur la lutte des classes en défense des intérêts du prolétariat exploité, dont la vie et le travail sont

de plus en plus menacés, et d'autre part contre les intérêts de la bourgeoisie, c'est-à-dire des patrons qui affament et qui exploitent les travailleurs et les travailleuses, jeunes et moins jeunes, pour la nécessité, inhérente au capitalisme, de créer toujours plus de profit!

Nous combattons le fascisme et les fascistes par le militantisme révolutionnaire dans nos lieux de travail et par la solidarité de classe au sein des luttes ouvrières et étudiantes, en mettant en avant l'auto organisation des luttes à l'extérieur et contre le système bourgeois «représentatif», en créant des assemblées unis entre étudiants et travailleurs pour décider en toute autonomie les objectifs et le rythme de leurs luttes, en s'affirmant en tant que classe sociale contre la volonté des patrons et en s'organisant au sein et aux côtés de leurs avant-gardes politiques.

Pour une perspective révolutionnaire, anticapitaliste et communiste!

Solidarité totale avec nos camarades de Bolzano de la part de toutes les sections du Parti communiste internationaliste (*Battaglia Comunista*) en Italie; les sections de la Tendance communiste internationaliste du Royaume-Uni, d'Allemagne, de France, des États-Unis et du Canada, ainsi que l'ensemble des camarades des «*Amis de Spartacus*».

Le 21 mars, 2012.

Événements graves au siège de Parme.

Dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 mai, des inconnus se sont introduits dans notre siège de Parme, au 5 du faubourg San Giuseppe, et ont emporté quelques dizaines de volumes de la bibliothèque Dimitri Papaiouannou. Le vendredi matin suivant, un camarade passant au cercle a trouvé la boîte postale arrachée et abandonnée devant la porte.

Des faits déjà inquiétants avaient eu lieu dans les semaines précédentes : un jour, nous nous sommes aperçus qu'avait disparu un des deux drapeaux que nous hissons à l'entrée du cercle quand nous l'ouvrons ; quelques jours plus tard, nous

avons trouvé l'autre drapeau par terre avec une empreinte de chaussure laissée dessus.

Il est évident que ces inconnus sont capables d'ouvrir la serrure sans effraction. Nous ne pouvons pas savoir qui sont les auteurs de ces provocations à notre égard, mais celles-ci s'inscrivent dans un climat de tension qui n'a cessé de croître dans la ville après l'agression criminelle du samedi après-midi 11 mai à coup de barres de fer et de couteaux menée par les fascistes de Casapound contre les camarades du comité anti-fasciste du quartier Montanara.

Dans ces cas, il faut avoir des nerfs solides et beaucoup de détermination. Pour ce qui nous concerne, nous ne nous laisserons intimider par personne - comme communistes, nous prenons en compte ces provocations et autres provenant de la bourgeoisie -, ni nous ne tomberons dans le piège de la guerre entre bandes - c'est exactement ce que voudrait l'ennemi de classe. C'est pour cela que nous

continuerons notre combat communiste et défendrons notre capacité politique sans reculer d'un pas.

Battaglia Comunista, section "Guido Torricelli" de Parme -
Dimanche, 27 mai 2012

Les thèses qui suivent ont été écrites par un groupe de camarade en Grèce. Elles témoignent de la voie dans laquelle la crise force partout les internationalistes à se rassembler pour affronter les attaques de l'État capitaliste contre la classe ouvrière. Inutile de dire que nous sommes en accord profond avec ces Thèses que les camarades ont eux-mêmes traduites en anglais et présentent aux commentaires et à la discussion de tous.

Salut à une nouvelle voix politique en Grèce !

QUELQUES THESEES PROGRAMMATIQUES DE BASE

1. Dans le système social capitaliste actuel d'exploitation du travail par le capital, le conflit entre les forces productives et les rapports de production – qui est dû à la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation individuelle de la richesse produite – grandit de plus en plus provoquant l'intensification des contradictions sociales et un aiguïsement de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat.

2. Le rôle historique progressif du capitalisme repose sur la création du matériel nécessaire et les conditions sociales pour la réalisation d'une société sans classe. Ce rôle a pris fin à l'ère de l'impérialisme, l'ère des crises internationales dévastatrices et des guerres mondiales. Les forces productives rentrent en conflit avec les rapports de production existants et il en résulte que ces rapports se sont transformés de formes de développement des forces productives en leurs entraves. La course endémique du capital pour le maximum de profit a paralysé le développement à venir de l'humanité. Le capitalisme ne peut être progressivement amélioré, ni ne peut être au service de la société. L'ordre du jour historique pose de la manière la plus explicite le dilemme "socialisme ou barbarie" qui ne peut être résolu que par la victoire de la révolution communiste mondiale.

3. La classe ouvrière, c'est-à-dire les travailleurs salariés modernes qui vivent en vendant leur force de travail et produisent l'ensemble de la richesse sociale, est la classe la plus opprimée et la seule potentiellement révolutionnaire de la société bourgeoise, le moteur futur de la libération communiste de l'humanité. C'est la classe sociale dont l'intérêt objectif est l'abolition du capitalisme. En même temps, dans la mesure où c'est une classe non-possédante, en prenant en main de la société, elle n'établira pas un nouveau système d'exploitation mais ouvrira la voie pour la création d'une société de propriété commune et d'égalité.

La classe ouvrière dans son état naturel au sein de la société bourgeoise – vue comme une simple catégorie sociologique sur laquelle est basée le système capitaliste – est une multitude individualisée et, la seule chose qui l'unifie est d'être du matériel humain à exploiter et une masse universellement aliénée qui constitue la classe des esclaves salariés modernes du capital. Cette classe est soit révolutionnaire, soit elle n'est rien. De manière à exercer son rôle révolutionnaire libérateur, elle doit se transformer

de sujet d'exploitation en une classe qui combat pour sa libération en brisant toutes les chaînes qui l'entravent et, ainsi, s'abolir elle-même comme classe.

4. L'État moderne, quelle que soit la variété des formes de régime, n'est pas une institution neutre, mais une institution politique de la dictature du capital et, donc, un mécanisme de violence organisée, un instrument pour l'oppression de classe qui agit au bénéfice de la bourgeoisie afin d'assurer l'exploitation des masses travailleuses et qui agit comme garant de ses intérêts collectifs. Le pouvoir moderne d'État n'est qu'un comité pour la direction des affaires communes de la bourgeoisie comme un tout. Le caractère de classe de chaque gouvernement qui dirige l'administration de l'État moderne est bourgeois, quel que soit le parti ou les partis qui le forme. Les communistes ne supportent aucune forme de gouvernement bourgeois, y inclus les soit-disant "progressistes" ou les gouvernements de "gauche".

5. Le parlementarisme, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, est la forme démocratique de la dictature du capital. La démocratie bourgeoise est le régime dans lequel la bourgeoisie gouverne avec le consentement formel des classes sociales opprimées. Ce régime spécial de l'État bourgeois est la forme la plus appropriée de domination de la classe dominante car il a montré être le plus fonctionnel puisqu'il maintient le système capitaliste avec le minimum de friction et le maximum de résultats. Pour le prolétariat, il présente l'illusion d'une égalité sociale au travers du vote égal masquant ainsi la réelle inégalité de classe et ainsi il peut intégrer la classe ouvrière dans le système politique ; en particulier quand les partis "socialistes" et "communistes" y prennent part et qu'ils apparaissent comme les défenseurs des intérêts des ouvriers. Pour la bourgeoisie, il présente la plus grande flexibilité car il garantit le pluralisme politique des fractions bourgeoises opposées. Donc, la démocratie bourgeoise que l'idéologie dominante présente délibérément et avec insistance comme la "démocratie en général", est la meilleure défense politique du capitalisme.

Cependant, sous des conditions de contradictions de classe aiguës, la démocratie bourgeoise révèle son rôle réactionnaire comme gardien de l'exploitation capitaliste et adopte des formes plus autocratiques de gouvernement et de répression. Dans les cas où la gouvernance de la bourgeoisie ne peut plus être exécutée par des moyens

parlementaires, alors la démocratie bourgeoise laisse la place à la dictature militaire ou au fascisme. La démocratie et la dictature sont deux formes de régime de l'État bourgeois qui se succèdent au pouvoir selon les dynamiques de la lutte de classe. Et cela parce que le seul véritable parti de la bourgeoisie est l'État qui, précisément parce qu'il est le seul garant de sa domination, se précipitera pour le défendre avec l'aide de tout gouvernement ou régime. Ainsi, sans négliger les différences importantes entre les régimes bourgeois, nous sommes sans réserve contre eux. La transformation de la démocratie en dictature est une nécessité pour le système de domination bourgeoise que la classe ouvrière ne peut empêcher. Mais, à la place, ce qui est impératif est le renversement révolutionnaire de l'État bourgeois lui-même. Sinon, comme l'histoire l'a dramatiquement démontré avec l'avènement du fascisme dans la période d'entre-guerre, la classe ouvrière sera la première à être enchaînée par la fraction démocratique de la bourgeoisie pour être à la fin écrasée par le fascisme. Pour cette raison, le vrai dilemme dans de telles situations n'est pas "démocratie ou dictature" mais "capitalisme ou communisme".

6. Le prolétariat ne peut abolir le système de rapports sociaux bourgeois et se libérer de l'exploitation capitaliste sans le renversement révolutionnaire du pouvoir bourgeois, l'écrasement du vieux appareil d'État et l'établissement de son propre pouvoir politique. Pour y arriver, il doit se constituer et agir comme une force de classe indépendante qui défend ses propres intérêts historiques généraux. Les communistes rejettent de manière catégorique toute forme de collaboration de classe et défendent la lutte prolétarienne intransigeante.

7. Du fait de la résistance que la bourgeoisie offrira contre la perte de sa domination, du changement social qu'il sera nécessaire de mettre en place, du développement qui sera nécessaire pour assurer la prospérité sociale et l'éducation de la société dans des rapports radicalement différents, une période préliminaire de transition est nécessaire durant laquelle la société bourgeoise est transformée en société communiste. Cette période sera celle de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la domination politique du travail sur les forces du capital, à travers un nouveau type d'État qui, alors qu'un mécanisme d'oppression de classe restera, sera directement gouverné par les ouvriers eux-mêmes et dont l'objectif final ne peut qu'être que la dissolution dans la société au travers de l'abolition progressive des classes. La forme politique de la dictature du prolétariat est la démocratie des ouvriers qui est le gouvernement démocratique le plus avancé et le plus notable basé sur la participation politique active de la vaste majorité de la population travailleuse à la gestion de l'État. Le pouvoir effectif est exercé par les ouvriers eux-mêmes au moyen de délégués élus et révocables qui constituent les organes de pouvoir à la fois au niveau productif et administratif dans lesquels tout citoyen a l'opportunité d'exercer une tâche publique. Cependant, même avec la démocratie la plus large, tant que l'État existe encore il n'y a pas de véritable liberté. La révolution communiste est explicitement anti-étatique.

8. Le communisme ou le socialisme n'est rien d'autre qu'une société sans classes, sans exploitation de l'homme par l'homme, sans mécanismes de violence organisée et d'oppression en général, sans l'ensemble des rapports capitalistes qui sont gouvernés par la propriété, la production commerciale, la valeur d'échange, la plus-value,

l'argent et le travail salarié. C'est une communauté organique universelle de producteurs librement associés dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous; chacun contribue à la richesse sociale selon ses capacités et jouit des biens sociaux selon ses besoins et participe directement et activement à la direction collective des affaires communes. Finalement, c'est une société collectiviste non-hiérarchique dans laquelle la collectivité est assortie de l'autonomie personnelle dans des relations de solidarité et d'égalité, apportant la véritable démocratie politique, c'est-à-dire l'auto-gouvernement de la société.

9. Le renversement révolutionnaire du système n'est pas une révolte aveugle d'une foule indéterminée. Dans la mesure où il n'est pas un produit spontané des processus économiques et qu'il ne cherche pas à réformer le statu quo, ni à établir un nouveau système d'exploitation, mais qu'il vise à créer une société radicalement nouvelle, c'est un long processus dont la réalisation exige le degré maximum de conscience politique et sociale. Le prolétariat ne peut pas atteindre la conscience de classe révolutionnaire par ses expériences directes. Cette conscience ne peut être acquise et transmise que par une minorité de la classe qui constitue le "parti d'avant-garde de la classe ouvrière". Tout comme la société ne peut être libérée sans la médiation du prolétariat rebelle, la même classe potentiellement révolutionnaire ne peut être libérée sans l'aide de ses éléments les plus avancés. Pour le renversement de l'État bourgeois, le rôle intermédiaire du parti révolutionnaire de classe est nécessaire et indispensable. Cependant, comme démontré par la dégénérescence bureaucratique de la Révolution d'Octobre, le parti communiste ne doit pas gouverner au nom de la classe et ne doit pas se confondre avec l'État.

"Il n'y a pas de possibilité de libération de la classe ouvrière ou l'établissement d'un nouvel ordre social sauf s'il surgit de la lutte de classe elle-même. A aucun moment et pour aucune raison, le prolétariat ne doit abandonner son rôle dans la lutte. Il ne doit pas déléguer sa mission historique à d'autres ou transmettre son pouvoir à d'autres – même pas à son propre parti politique" (Plate-forme politique du Partito Comunista Internazionale, 1952 – notre traduction d'aujourd'hui) La libération de la classe ouvrière est la tâche de la classe elle-même.

Le rôle du parti n'est pas de se substituer à la classe mais au contraire de contribuer de toutes ses forces à ce que la classe ouvrière prenne confiance en ses propres forces. Dans tous les cas, le rôle d'une avant-garde révolutionnaire - qui devrait apprendre de ses erreurs et démontrer qu'elle est bien cela [c'est-à-dire une avant-garde] - est auxiliaire et n'est pas celui de dirigeant. Le travail des révolutionnaires est de montrer la voie que la lutte doit prendre et d'exposer le but final, d'aider au développement de la conscience et de l'organisation des masses ouvrières avec leurs idées et de renforcer leur confiance en leurs propres forces. La conception héritée des révolutions bourgeoises est celle selon laquelle les affaires publiques doivent être réglées par l'administration des partis politiques. Une conception révolutionnaire moderne devrait être radicalement différente. Les communistes ne doivent pas constituer un type de parti classique qui cherche à prendre la gouvernance de la société au profit des ouvriers, agissant en leur nom et de droit comme leurs représentants. En réalité, c'est tout le contraire : les ouvriers eux-mêmes doivent se

charger de la tâche de transformation sociale et de l'administration de leurs affaires communes.

10. Le but de l'organisation révolutionnaire, comme partie consciente de la classe ouvrière, est de montrer la direction qui doit être prise et de faire ressortir le but que la lutte de classe du prolétariat contre le capital doit adopter, en portant une critique radicale de la société bourgeoise, en supportant les intérêts de la classe ouvrière comme un tout et en contribuant à la transformation de la classe ouvrière en un pouvoir pour le renversement du système capitaliste et pour l'établissement d'une société communiste. Le travail de l'organisation communiste est : a) d'élaborer le programme communiste et de propager les idées révolutionnaires dans les rangs de la classe ouvrière, b) de mener une intervention organisée et unifiée dans les luttes ouvrières de manière à transmettre la conscience communiste, c) de contribuer à l'unité des communistes et à leur formation en un parti communiste international. Du fait de la position dominante de l'idéologie bourgeoise, le parti communiste ne peut jamais organiser une majorité de la classe mais seulement une petite minorité consciente de révolutionnaires. Cependant, l'avantage idéologique qu'a cette minorité vis-à-vis du reste de la société ne la rend en aucune manière le propriétaire de la vérité "absolue", "unique" ou "objective", ni ne lui donne le droit de parler au nom de la classe dont elle n'est qu'une partie ou bien encore de revendiquer le privilège de la représenter.

11. Cette organisation est une union libre de militants qui est formée sur la base de principes idéologiques et de positions programmatiques et qui est fondée sur la conscience politique de ses membres. C'est une collectivité qui est animée par les liens de solidarité, de ferveur et de sincérité. Elle est démocratique pour ce qui est des décisions et des actions et centralisée de manière à assurer l'exécution uniforme de ses décisions. Dans cette organisation, tous peuvent exercer le contrôle et tous peuvent être soumis au contrôle. Son régime interne combine l'unité programmatique et l'action collective avec la discussion démocratique, assurant la liberté complète d'expression de ses membres, créant une atmosphère qui permette l'analyse profonde des questions qui les concernent, de souligner et de résoudre les erreurs. Cependant, la discussion n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour mener à bien le travail politique concret. Son appareil organisationnel ne consiste pas en la stratification de représentants officiels du parti et de cadres professionnels mais d'une division technique du travail qui comprend des tâches et des fonctions alternées réalisées par des volontaires. Cette organisation n'est pas une fin en soi mais un moyen nécessaire pour l'accomplissement d'objectifs spécifiques. Dans la mesure où elle cesse de promouvoir ces objectifs, qu'elle altère son caractère et devient un fétiche, visant seulement qu'à son auto-préservation et devenant une clique politique, elle devient inutile et nuisible à la cause révolutionnaire.

12. La révolution prolétarienne est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. Elle – pré suppose la lutte internationale de la classe ouvrière dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie. Le socialisme ou le communisme ne sont pas construits à une échelle nationale mais seulement à une échelle internationale.

13. Les pays du soit-disant "socialisme existant" n'étaient que des régimes bourgeois totalitaires de capitalisme d'État. Ce système était le résultat de la contre-révolution stalinienne en Union Soviétique qui était due à l'isolement

de la révolution en un seul pays, menant ainsi à sa dégénérescence bureaucratique après la fin de la guerre civile et à la transformation du parti bolchévique en un organe de la contre-révolution bourgeoise. Le stalinisme a prouvé être la forme la plus insidieuse d'anti-communisme. Il a prévalu par l'extermination de milliers de révolutionnaires. Il a monstrueusement déformé le marxisme et a mené à des défaites tragiques dans l'histoire du mouvement ouvrier qui ont culminé dans la mobilisation de la classe ouvrière au côté des "alliés" impérialistes démocratiques dans la 2^e Guerre mondiale. Et il a grandement contribué à la diffamation du socialisme en l'identifiant avec le capitalisme d'État totalitaire.

Ni les anciens, ni les derniers "pays socialistes" n'avaient, et n'ont, d'élément progressif dans leurs rapports sociaux qu'il conviendrait que le prolétariat défende. Tous les pouvoirs politiques de Gauche qui identifient le socialisme avec le capitalisme d'État ou bien à un exercice plus modéré de l'exploitation capitaliste, sont réactionnaires et appartiennent à l'aile gauche du capital. Le parti révolutionnaire de classe ne rentrent pas dans des alliances, même sur des questions temporaires, non seulement avec les partis bourgeois libéraux, mais aussi avec les partis prétendument socialistes ou communistes dont la stratégie est l'administration alternative du capitalisme ou du régime capitaliste d'État.

14. Depuis le début de la 1^e Guerre mondiale, les changements radicaux suivant ont eu lieu dans la structure du mouvement ouvrier et dans les tactiques révolutionnaires :

a) L'opportunisme, d'un phénomène secondaire et occasionnel dû à l'influence de la petite-bourgeoisie sur les débuts du mouvement ouvrier et socialiste constituant son aile droite, s'est transformé en un phénomène général, typique et constant occupant l'aile gauche du capital. Il a été un élément constituant et nécessaire de la fonction du système capitaliste pour assurer l'influence bourgeoise sur le prolétariat, agissant au moyen d'une multiplicité de formes idéologiques et politiques qui varient du réformisme ou faux radicalisme et qui est porté par un filet de couche sociale dont les privilèges découlent de leur participation au système capitaliste.

b) Les syndicats, d'organes de classe défendant les besoins directs du prolétariat dans la société bourgeoise, se sont transformés en des institutions bourgeoises d'intégration de la classe ouvrière dans le système capitaliste. Ceci est dû à la véritable nature de cette institution et non du fait d'erreurs ou de trahisons de telle ou telle direction syndicale. Le mécanisme de délégation et de représentation, en lien avec la fonction de médiation et de négociation, est précisément ce qui crée les conditions pour la bureaucratie. Le syndicalisme de par sa nature était "la politique bourgeoise du prolétariat" et, par conséquent, ne peut être transformé en un courant révolutionnaire. Les luttes de la classe ouvrière pour les revendications immédiates, qui ne perdent en aucune façon leur nature inévitable et nécessaire comme forme essentielle de la lutte de classe, rentrent en conflit avec les étroites limites du capitalisme décadent pour concéder des concessions importantes et de moyen-terme. Ainsi, est objectivement posé la nécessité de l'auto-organisation de la classe ouvrière en-dehors et contre les syndicats et pour la transformation des luttes économiques en mouvement politique révolutionnaire. Au lieu du slogan conservateur "*un salaire journalier juste pour une juste journée de travail*" la classe ouvrière devrait inscrire sur sa

bannière le mot d'ordre "révolutionnaire" : "Abolition du salariat !".

c) A l'ère de la démocratie impérialiste, le parlement cesse de jouer son rôle de noyau essentiel du système politique bourgeois. Le parlement, d'organe de médiation entre les classes, s'est transformé en un simple organe exécutif dont le rôle est de confirmer des décisions qui proviennent de centres extra-parlementaires qui sont le véritable pouvoir politique. Aujourd'hui, le parlementarisme a pour nos gouvernants une fonction presque exclusivement idéologique consistant à habiller leurs actes d'une robe "démocratique". Pour cette raison, la participation au parlement a cessé depuis longtemps d'être une tactique pour les communistes.

15. A l'ère de l'impérialisme décadent, tous les mouvements de libération nationale sont réactionnaires car la revendication de la formation d'un État national est historiquement obsolète. Il n'a aucun contenu progressif et il agit comme un agent des classes bourgeoises et comme organe des puissances impérialistes. Aujourd'hui, tous les pays participent au système impérialiste globalisé. Les communistes rejettent la revendication d'auto-détermination nationale, les tactiques de front uni anti-impérialiste, et l'appui aux plus petits États contre les grandes puissances. Ils rejettent complètement la politique d'union nationale et de défense nationale dans toute guerre. Ils défendent le renouveau de la lutte de classe au sein des nations qui mènera à la guerre civile de classe pour le renversement universel du pouvoir des États bourgeois.

16. La défense de la nation et de la patrie n'est que la défense du capitalisme décadent, un système social qui mène l'humanité au chaos, à la guerre et à la barbarie. La nation est la formation historique spécifique qui poursuit une mission sociale particulière : l'établissement d'un État national comme territoire organisée pour la domination économique et politique de la bourgeoisie. La nation est la communauté du capital ; l'État national est l'État bourgeois et la patrie est le territoire de la bourgeoisie.

Les communistes sont contre toute forme de patriotisme. Le communisme est la cause commune de tous les travailleurs autour du monde et leur domaine est le monde entier. Le seul "socialisme avec des couleurs nationales" est le capitalisme d'État du national socialisme de Staline et d'Hitler. Nous vivons dans un système capitaliste planétaire avec une classe ouvrière globale. Le mot d'ordre du **Manifeste communiste** "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" n'a jamais été aussi actuel qu'à notre époque.

17. Nous rejetons le terrorisme individuel, l'exercice de la violence par des groupes isolés en général et la réduction de la violence politique elle-même à un fétichisme. Cela ne signifie pas la subordination à la légalité bourgeoise et le culte des illusions pacifistes. La violence de classe est un moyen nécessaire que le prolétariat doit exercer pour mener ses luttes quotidiennes et surtout pour le renversement de la classe bourgeoise d'autant que cette dernière ne va pas quitter volontairement son pouvoir et ses privilèges. C'est une nécessité qui est encore plus aigüe à l'ère de l'impérialisme où le capitalisme augmente l'utilisation de la violence dans le monde au travers de guerres mondiales et d'une multitude de confrontations locales, l'accumulation d'armes de destruction massive et le renforcement répressif de l'appareil d'État. Cependant, l'exercice de la violence prolétarienne ne devrait pas être séparé de l'ensemble du mouvement de classe ou doit contribuer au renforcement de son pouvoir et à l'élévation de sa conscience politique. Le terrorisme individuel veut remplacer le rôle actif des masses en les transformant en spectateur passif d'un conflit entre des groupes individuels et l'appareil d'État. En particulier, dans sa forme moderne, c'est une expression de la décomposition des couches petite-bourgeoises et c'est souvent un organe de conflit entre des puissances bourgeoises.

Athènes, 16 juillet 2012
Camarades Internationalistes

*Cet article a été traduit de **Prometeo** parce qu'il est fondamental que les révolutionnaires discutent de la crise du capitalisme et en comprennent ses causes. La discussion est ouverte. Toutefois, il ne s'agit pas d'un débat uniquement académique. Il permet de comprendre pourquoi le capitalisme attaque toujours plus la classe ouvrière pour lui extirper toujours plus de plus-value. Il permet de comprendre pourquoi, il n'y aura plus de rémission et que les attaques vont continuer à pleuvoir : des réductions de salaires et des allocations sociales et l'accroissement du chômage.*

La baisse tendancielle du taux moyen de profit, la crise et les "négationnistes"

Dans la position nette de Marx, qu'il est impossible d'escamoter, la loi est destinée à se manifester malgré une série de contre-tendances qui en ralentissent le processus et qui, dans certains cas, l'annulent temporairement. Pour Marx, les mêmes causes (développement de la productivité sociale du travail) qui déterminent l'expression de la loi de la baisse du taux de profit, créent leur contraire, c'est-à-dire le ralentissement de cette loi elle-même en fonction des accroissements proportionnels avec lesquels on produit. On peut donc renverser le concept lui-même : ce sont les

causes qui empêchent la loi de s'exprimer qui sont les mêmes qui la déterminent, avec la conclusion que, sur le long terme, aucun accroissement de la productivité du travail ne sera en mesure d'empêcher les effets de l'augmentation de la composition organique du capital, et donc de l'expression de la loi. Autrement dit, l'augmentation de la productivité du travail, l'augmentation du taux de plus-value (relative), sont à la base de la diminution du taux de profit. Le concept en soi est simple, même si son auteur

a passé toute sa vie à le démontrer, et il se fonde sur trois considérations principales :

- 1) L'augmentation de la productivité du travail, fondée essentiellement sur l'usage de la plus-value relative, remplace progressivement le travail vivant par le travail mort, c'est-à-dire que l'on investit plus en capital constant qu'en capital variable, ce qui réduit le champ d'extorsion de la plus-value.
- 2) L'augmentation de la productivité du travail va donc modifier vers le haut la composition organique du capital, c'est-à-dire le rapport entre la quantité (valeur) de machines, de matières premières, etc., nécessaires à la production, et la quantité (valeur) de force de travail employée.
- 3) Non seulement la loi s'exprime, mais, sur le long terme, plus la composition organique du capital est élevée et moins le développement ultérieur de la productivité du travail est en mesure de créer des niveaux de plus-value suffisants pour la rémunération du capital investi, et les contre-tendances se révèlent de moins en moins efficaces, à moins qu'il ne s'agisse d'un accroissement de la productivité fondée sur la plus-value absolue (allongement de la journée de travail), sur l'intensification de l'exploitation par des rythmes de production plus élevés, par la diminution du coût du travail et par toutes les techniques productives qui ne comportent pas une augmentation de la composition organique.

Selon certains économistes de la sphère marxiste, tels que Gilman, Bihl et Husson, la loi n'aurait de valeur que sur le papier parce que, en réalité, le développement du capitalisme aurait démontré le contraire, à savoir que le taux de profit au lieu de baisser, serait resté inchangé ou bien aurait carrément augmenté. Il s'ensuivrait que, non seulement parler de baisse du taux de profit serait une erreur, mais que cette crise n'aurait jamais de la vie comme cause la loi et les conséquences que Marx avait indiquées. D'où une série d'anathèmes sur ceux qui déclarent le contraire, anathèmes qui vont de l'accusation de fournir une interprétation scolastique aux écrits de Marx sur ce sujet à celle de fermer les yeux sur une réalité empirique qui démontrerait le contraire, c'est-à-dire d'être attachés à une position idéologique et d'être aveugles devant la réalité des faits. C'est dans ce contexte que s'insère la position de **PM** (*Pagine marxiste*⁷) qui, bien que ne nous citant pas, en vertu du principe de base employé abusivement selon lequel on frappe sur le sac pour que l'âne le sente, critique notre position sur la crise et sur la baisse du taux de profit en tant que cause première de celle-ci. Bien que s'inspirant de la position de Husson, **PM** va plus loin : « *Nous sommes marxistes parce que nous partageons la conception générale, moniste et matérialiste, de Marx, et sa méthode dialectique, mais cela ne signifie pas que nous acceptions de manière acritique toutes ses thèses comme des vérités révélées et indiscutables. La théorie du Capital doit être elle aussi vérifiée pas à pas en la confrontant aux développements du capital réel, perpétuellement changeant*

7. Organe théorique d'un groupe qui a scissionné de **Lotta Comunista** en 2003. **Lotta Comunista** provient originellement du mouvement des partisans anti-fascistes et nationalistes en 1943 qui reconnaissait que la nature de l'URSS était un État capitaliste et opposé au nouveau parti communiste de Togliatti. Pagine marxiste croit que les syndicats peuvent encore être utilisés comme arme pour le mouvement ouvrier. (NdT)

et en mouvement perpétuel, autrement nous ne serions pas matérialistes ».

En effet, c'est vrai, le marxisme est une méthode d'analyse et, comme telle, elle doit être vérifiée constamment. **Le Capital** doit être étudié non pas pour en tirer des indications eschatologiques comme pour la Bible, le Coran ou le Talmud, mais pour en vérifier la validité *in corpore vili*⁸ sinon il faut le critiquer, le corriger ou le compléter, en fonction des circonstances. Vérifions donc si c'est le cas.

Pour **PM**, les prévisions de Marx auraient misérablement échoué sur la question de la baisse du taux et sur la modification de la composition organique du capital qui en est à la base. La raison consisterait dans le fait que les contre-tendances, et de manière particulière la dévalorisation du capital constant, due au développement des forces productives sur la base d'innovations technologiques, auraient permis au système capitaliste dans son ensemble, de maintenir un juste équilibre entre les deux facteurs et donc d'inhiber l'expression de la loi. Le tout pour un laps de temps d'au moins quatre-vingt ans, si ce n'est de cent. Dans la pratique, durant un siècle, le capitalisme international, et le capitalisme américain pris comme modèle statistique, aurait toujours été égal à lui-même; il n'aurait été différent que dans les volumes, sans problèmes de crises, si ce n'est du fait de celles résultant d'un processus *normal* de remise en ordre périodique. Durant ces cent ans, il ne se serait pratiquement rien passé.

Il y a certainement parmi les contre-tendances qui contribuent au ralentissement de la baisse du taux, sinon à son annulation temporaire, le développement des forces productives, et l'augmentation quantitative des marchandises produites. La croissance de la productivité du travail tend à diminuer la valeur des composants du capital, qu'il soit fixe ou circulant, des marchandises produites et de la force de travail elle-même. Le prix de la marchandise particulière diminue, la masse des marchandises augmente, et la quantité de profit réalisé par l'ensemble du capital augmente, mais le taux du profit diminue de même. Pour que le processus contraire ait lieu, il faut que la dévalorisation du capital constant, des marchandises et de la force de travail, se produise en même temps dans tous les secteurs de la production. Autrement, le développement des forces productives et l'augmentation du taux de plus-value diminuent la quantité de profit pour chaque marchandise particulière produite et dépriment le taux de profit lui-même, en dépit de la réduction de valeur des éléments constitutifs de la production. La diminution de la valeur des machines, comme celle des marchandises, ne signifie rien d'autre que le fait qu'une quantité déterminée de travail mort et de travail vivant se matérialise dans une plus grande quantité de marchandises. Ce qui pour le capital individuel, pour l'entreprise particulière, peut se transformer sur une brève période en une augmentation de la masse et du taux de profit, mais se transforme, sur une longue période, en son contraire, c'est-à-dire par la reprise de la baisse du taux, quand la concurrence rétablit l'équilibre. Ceci pour deux raisons :

- 1) parce que, avec la diminution du prix des marchandises, la somme totale du travail non payé pour chaque marchandise diminue malgré l'augmentation du taux d'exploitation;

⁸ "Facere experimentum in corpore vili", littéralement faire une expérience sur des corps vils, c'est-à-dire de peu de valeur. Ici cela signifie simplement "dans la réalité".(NdT).

2) parce que, de toute façon, la part du capital variable par rapport à celle du capital constant se réduit, ce qui va modifier le rapport organique qui implique une diminution de la part du travail vivant par rapport à celle des matières premières et des biens d'équipement.

Ces deux éléments, qui sont caractéristiques du développement contradictoire des rapports de production capitalistes, sont fondamentaux, à moins de mettre en discussion la loi de la valeur elle-même. « *À cet égard - dit Marx - la compensation de la réduction du nombre d'ouvriers par l'accroissement du degré d'exploitation se heurte à certaines limites qu'elle ne peut franchir; donc, si elle peut entraver la baisse du taux de profit, elle ne saurait la faire cesser* ». (Marx, Livre III du *Capital* : "Conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur", tome VI, page 260, Éditions sociales).

La vérification de la loi sur la base des données empiriques

C'est précisément ici qu'est le hic. *PM* présente, grâce à un travail de recherche méritoire, une série de données, de tableaux et de graphiques, qui démontreraient :

a) que la composition organique serait restée au fond constante dans l'économie des USA, qui est prise à juste titre comme modèle de référence, soit parce qu'elle a été la structure capitaliste dominante durant le siècle dernier, soit parce que l'intérêt des analystes s'est concentré sur son développement capitaliste en constituant une quantité et une qualité bien plus grandes de données par rapport à celles concernant d'autres pays;

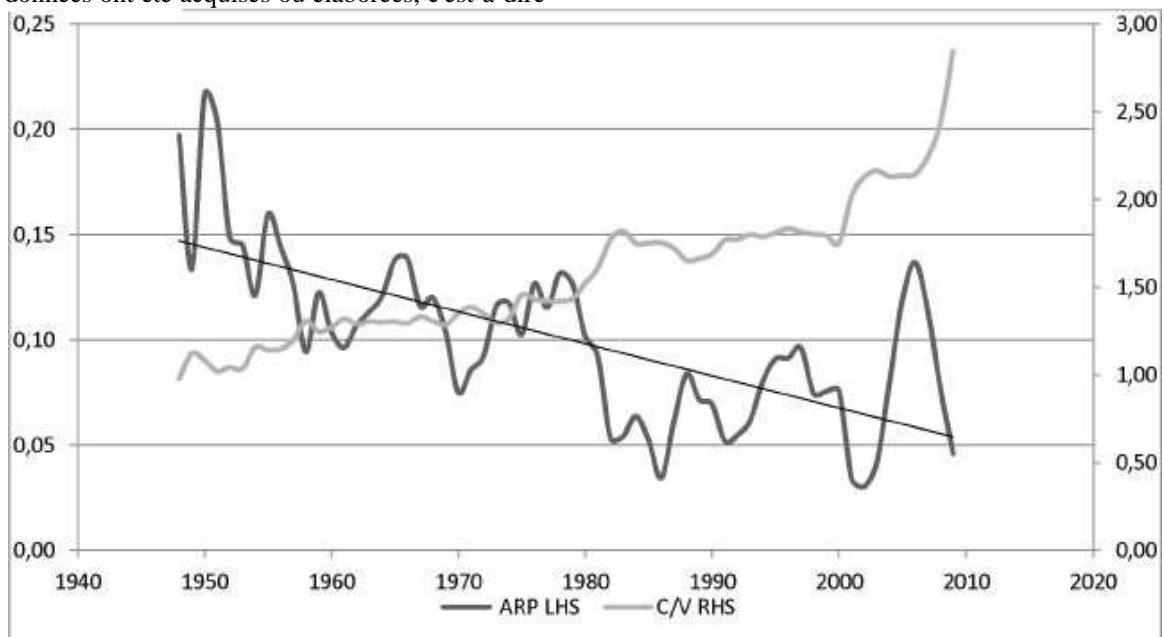
b) que la baisse du taux moyen de profit n'aurait pas eu le moyen de s'exprimer, ce qui est en contradiction avec la prévision de Marx et avec tout son système analytique du Livre III du *Capital*.

Data cantant, (*Les faits parlent d'eux-mêmes* – NdT) mais ils nous mettent en garde : la théorie est une chose, la vérification empirique de ce qui s'est exprimé concrètement pendant la durée du siècle précédent en est une autre.

En première lieu, il faut se demander avec quelle méthode certaines données ont été acquises ou élaborées, c'est-à-dire

si c'est avec les catégories marxistes ou avec celles de la statistique bourgeoise. Ensuite, pour ce qui concerne les graphiques sur la baisse réelle ou supposée du taux, il en existe des dizaines qui démontrent le contraire. Il y a dans le milieu marxiste une longue série d'économistes qui, données en main, démontrent exactement le contraire. Les seules différences concernent l'intensité du phénomène, mais pas son inexistence. De Mattick à Cogoy, de Brenner à Gill, de Freeman à Cardechi, uniquement pour énoncer les plus connus, ils confectionnent avec obstination, en accumulant les données, une courbe relative à une longue période qui met en lumière le processus de baisse du taux, à l'exception de la période 1986-2009 où on enregistre une remontée, pour ensuite reprendre la course vers le bas. Et là ou l'on note le point d'inversion supérieur (2009), nous sommes bien loin des indices des années 1940-1950. À ce point-là, ou bien les statistiques sont unanimes, ou bien on choisit celles qui satisfont ses propres prémisses. Par exemple, pour ce qui concerne le taux de profit, l'on peut prendre en considération les entreprises financières, les entreprises non financières ou encore les entreprises mixtes. Dans les trois cas, les choses sont différentes et de beaucoup. On peut dire la même chose pour les méthodes d'évaluation de la valeur du capital constant selon qu'il s'agit d'une période courte ou d'une période historique; selon qu'on le calcule sur un cycle annuel, comme le faisait Marx, ou sur des périodes plus longues, que l'on prend seulement en considération le développement des entreprises privées et, chose non des moindres, cela dépend des méthodes de calcul du profit. Procédons par ordre et présentons un graphique qui raconte les choses différemment par rapport aux thèses des négationnistes.

Parmi les nombreux graphiques, nous avons choisi celui-ci (proposé par Cardechi dans son article : *Derrière la crise et au-delà d'elle*) parce qu'il présente un cours similaire à celui que nous avons proposé dans le n° 2 de "*Prometeo*", série VII, octobre 2009, et parce qu'il montre, en plus de la courbe du taux de profit, celle de la composition organique du capital, et qu'il met en relation directe les deux tendances pendant un laps de temps suffisamment long.



Graphique 1: Taux moyen de profit (ligne TMP ou ARP) et composition du capital (ligne c/v) dans les secteurs de production des USA, 1950-2009.

Sources BEA (Bureau of Economic Analysis): tableaux Profits 6.17A, 6.17B, 6.17C, 6.17D ; - tableaux Actifs fixes – BEA :3.3ES - tableaux Salaires : 2.2A et 2.2B

La liste des analystes qui ont compris, données en main, le phénomène de la baisse du taux, est on ne peut plus longue. Pour Mandel, dans son ouvrage : *La crise* (Éditions La Salamandra, 1978), le taux de profit aux USA (une fois soustraits les gains relatifs à la réévaluation des stocks) du capital des sociétés non financières passe de 16,2% en 1948 à 10,5% en 1973. Pour Gallino (*L'entreprise irresponsable*, Einaudi, 2005) : « Aux États-Unis, malgré de fréquentes oscillations, le taux de profit brut des sociétés non financières a, semble-t-il, baissé de 24% à 12% entre 1965 et 1982. D'autres estimations indiquent une baisse de 21% à 10% dans la période 1968-1980 ». Changeant de scénario mais non pas d'auteur, le paragraphe précédent dit : « que dans les économies les plus importantes du monde, celles des pays du G7, le taux de profit brut - avant impôts - des grandes entreprises du secteur non financier aurait subi, entre les années 60 et les années 80, une forte baisse, avec une diminution que l'on peut estimer à environ 50% en fonction des secteurs et des années retenues comme début et fin de la période ».

Guerre des données? Peut-être, mais il y a une circonstance curieuse.

Le graphique en question ainsi qu'une bonne partie des tableaux produits par *PM* proviennent de la même source, à savoir du Bureau of Economic Analysis (BEA), mais avec cette seule différence que, tandis que ce graphique, comme d'autres, ainsi que les données que nous présenterons plus loin, sont fournis de manière *brute et crue*, tels que le Bureau les a indiqués, ceux de *PM* ont été en partie réélaborés. D'autres données, qui ne sont pas particulièrement significatives, comme celles relatives au rapport entre le capital fixe non-résidentiel et le PIB, entre le capital fixe non résidentiel et les rétributions brutes aux USA dans la période 1929-2010, mériteraient au moins un processus de désagrégation entre C-V et le PIB un peu plus sophistiqué. Mettre en effet, en dehors des problèmes de calcul mentionnés précédemment et qui ne sont pas les moins du monde éclaircis, en relation C avec le PIB et V avec le PIB, c'est-à-dire avec une valeur agrégée particulièrement complexe comme la production intérieure brute, est une méthode pour le moins louche et fallacieuse. De même, on passe sous silence ensuite que la véritable statistique devrait concerner le rapport direct entre la valeur de l'unité de force de travail pour une unité de biens capitaux dans les secteurs productifs, ainsi que cela figure dans le Tableau 2, tandis que d'autres encore sont complètement ignorés, comme s'ils n'existaient pas dans la documentation volumineuse du BEA.

Nous partons donc d'une source importante, sans équivoque, qui aurait dû être une base commune pour un début de discussion, mais que *PM*, au contraire, a cru bon de manière invraisemblable d'éluder : il s'agit de la source relative au premier graphique qui figure bien à dans de l'enquête statistique du BEA.

La baisse du taux moyen de profit et les contre-tendances

Selon les données du BEA, après avoir atteint le point le plus élevé en 1950 (22%), le taux de profit (TdP) aux USA tombe soudainement à 3% en 1986, mais il remonte à 14% en 2006, pour reprendre ensuite sa course vers le bas, soit 5% en 2009. En négligeant pour l'instant le cours égal ou contraire de l'augmentation de la composition organique du capital, il nous faut prendre en considération la période

1986-2006 dans laquelle le TdP s'exprime en termes opposés à sa ligne de tendance sur la longue période qui va de 1950 à 2010. De toute évidence, dans la période de référence, les contre-tendances ont joué un rôle décisif et, si elles ne s'étaient pas exprimées, la baisse du taux aurait été encore plus linéaire et quantitativement plus considérable. En réalité, on remarque sur le graphique qu'un premier creux a déjà été atteint au début des années 70, période dans laquelle la riposte à la baisse commence à être effective avec une série de mesures de contre-tendance partiellement efficaces, et que c'est seulement de 1986 à 2006 qu'elles se sont le mieux exprimées, et pendant une période de temps courte-moyenne. En 1971, les dégâts provoqués par la diminution du TdP et qui étranglaient l'économie américaine ont contraint l'Administration Nixon de cette époque-là, déjà aux prises avec la guerre dispendieuse du Vietnam, à prendre trois mesures drastiques. Le 15 août 1971, en raison d'une compétitivité inférieure de l'appareil productif américain par rapport à celui des impérialismes concurrents, le Japon et l'Allemagne avant tout, avec une balance des paiements avec l'étranger qui était en déficit pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, avec des réserves d'or qui avaient été réduites de moitié et avec le TdP en chute préoccupante, le président Nixon est obligé de planter trois piquets protectionnistes afin de protéger le premier impérialisme du monde de sa faiblesse :

- 1) Taxation de 10% sur toutes les marchandises importées. Mesure protectionniste destinée à défendre le marché intérieur et en faveur des marchandises américaines de moins en moins compétitives.
- 2) Dévaluation du dollar, qui passe de 35 dollars à 38 dollars l'once d'or, ce qui provoque une dévaluation de 9%, toujours à des fins de compétitivité, afin de relever l'industrie nationale en souffrance.
- 3) Déclaration d'inconvertibilité du dollar en or, ce qui a eu pour effet de déchirer les Accords de Bretton Woods de 1944, dans lesquels était établie la parité dollar-or et qui révolutionnait le monde des devises, de la finance internationale et des échanges.

Dans le même temps, afin de soutenir ces trois mesures, les premières attaques contre la force de travail étaient déclenchées sous la forme de la réorganisation de la production, de l'intensification des rythmes de production et de la restriction progressive des salaires.

L'observation inévitable est que les mesures du 15 août, en tant que premier arsenal du capitalisme américain contre le monde du travail, sont la conséquence d'un niveau trop faible du TdP, et non pas d'une série de décisions prises à l'improviste seulement parce que l'on n'y avait pas pensé auparavant. Malgré tout, en termes d'économie réelle, la situation n'a pas été beaucoup modifiée, la composition technique et organique du capital a augmenté, le TdP a continué à diminuer. La seule chose que l'on puisse indiquer, c'est que les premières contre-tendances n'ont pas eu d'effet ou bien que leur effet *positif* a été proportionnellement inférieur à la négativité des effets de l'augmentation de la composition organique du capital, ce pourquoi la tendance à la baisse du TdP, au-delà d'oscillations insignifiantes, s'est poursuivie jusqu'en 1986. C'est avec le second creux de 1986 (4%, plus bas que les 8% alarmants de 1971) que le TdP se remet à monter grâce à une série de contre-tendances dont l'efficacité a duré plus longtemps et qui a été surtout quantitativement plus intense. Parmi les facteurs antagonistes qui ont contribué à la contre-tendance, il y a eu aussi le développement productif

fondé sur l'innovation technologique qui, en diminuant la valeur du capital constant et du capital variable, peut abaisser sur une courte période la composition organique du capital et redonner ainsi souffle à la reprise du TdP. En réalité, l'efficacité de l'innovation technologique est éphémère et de brève durée. Comme on le voit sur le Graphique 1, malgré la dévalorisation du capital, la composition organique se remet à augmenter, rendant vains à la longue les effets *positifs* engendrés par l'amélioration des conditions de production. Ce qui, au contraire, a eu une incidence pendant plus de vingt ans sur la tendance du TdP doit être recherché ailleurs.

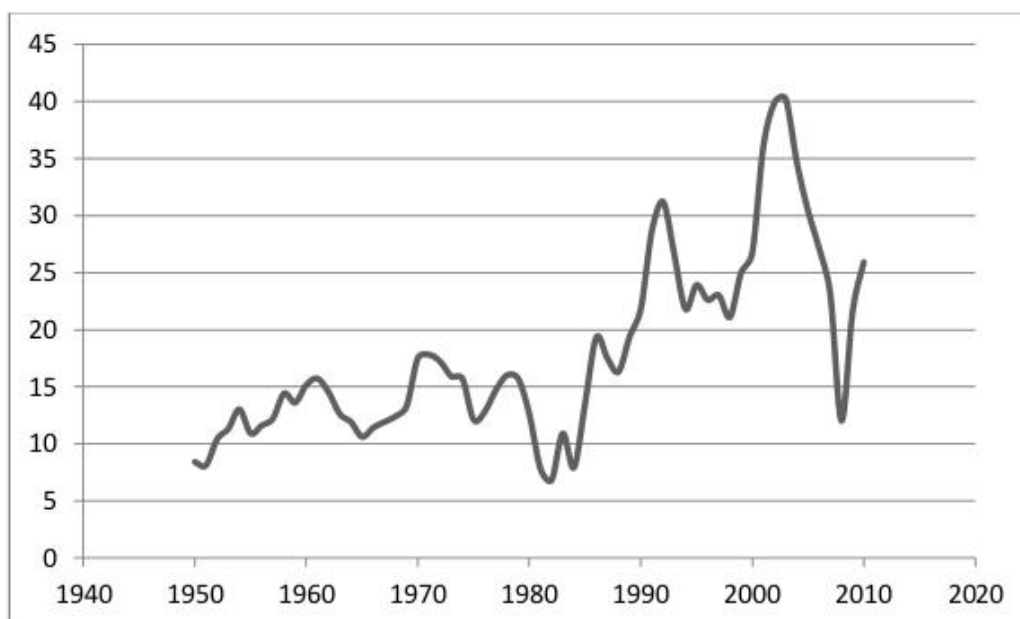
La période qui va des années 80 du siècle précédent jusqu'à la fin de la première décennie de ce siècle-ci a été caractérisée par un plus grand usage de la plus-value absolue (prolongation de la journée de travail), ainsi que par ce type de plus-value relative qui ne modifie pas la composition organique du capital (intensification de l'exploitation par l'accroissement des rythmes de production), tandis que l'emploi de la plus-value relative du type de celle qui va modifier la composition organique du capital a continué son cours comme le montre le Graphique 1. À ces facteurs se sont ajoutés la réduction des salaires au-dessous de leur valeur précédente et la délocalisation de la production qui a toujours caractérisé la vie du capitalisme, mais qui, au cours de ces années-là, a subi une forte accélération. On a donc assisté à une migration de capitaux productifs des zones économiques à haute composition organique du capital vers celles à composition moindre; de celles à coût du travail *élevé* vers les *paradis* où le un coût de la force de travail est de dix ou douze fois inférieur, si ce n'est pas davantage.

En plus, il y a eu la prise d'élan de la financiarisation de la crise, c'est-à-dire que des quantités de plus en plus considérables de capital ont fui de la production vers la spéculation et le monde multiforme de la finance, à la recherche de ces profits que l'économie réelle était en train de rendre plus difficile. Dans ce cas également, rien de nouveau. La spéculation a toujours existé et elle est une seconde nature du système économique capitaliste, mais le phénomène est devenu anormal à partir du moment où les

difficultés de rémunération du capital dans l'économie réelle l'ont poussé vers le mirage des superbénéfices dans la sphère financière. Comme nous le savons, la sphère financière ne crée pas de valeur, car si d'un côté quelqu'un effectue des gains en faisant des opérations sur des dérivés plutôt que sur des titres d'État, sur le marché des devises ou sur celui des matières premières, c'est que d'un autre côté quelqu'un perd d'autant. La spéculation, qui est à la base de la financiarisation de la crise, représente d'une part seulement un transfert de valeur déjà produite, de l'autre elle va gonfler (avec le système des prêts et des crédits) des bulles gigantesques de capital fictif qui, une fois qu'elles ont explosé, retombent sur cette même base de l'économie réelle en crise qui en a favorisé la naissance et l'expansion, en produisant des conséquences dévastatrices dont l'économie mondiale porte encore les marques. La troisième considération est celle qui concerne la fonction dépressive de la spéculation. Parce que, s'il est vrai que la financiarisation de l'économie *dope* temporairement le TdP, en drainant de la plus-value produite ailleurs, à long terme, excepté les déflagrations, le détournement de capital productif au bénéfice du capital spéculatif, finit par comprimer ensuite les bases mêmes de la production.

Dans ce cas également, il est évident que les mesures prises par le capital pour se soustraire à l'étau d'un TdP en diminution progressive représentent une tentative pour réagir contre la loi et qu'elles ne constituent pas la condition habituelle de son comportement. Malgré la mise en œuvre de ces contre-tendances qui ont caractérisé la vie du capitalisme au cours des vingt dernières années, la crise a explosé quand même.

La déflagration s'est produite dans la sphère financière, ce dernier anneau d'une chaîne de contradictions qui, parties de la sphère de la production sur la base d'une difficulté de plus en plus grande à valoriser le capital du fait de la diminution du TdP, ont abouti à la spéculation, à la financiarisation de la crise, à la création d'immenses quantités de capital fictif qui, une fois qu'elles ont explosé, ont entraîné derrière elles les débris d'une sphère économique productive de plus en plus en crise et à la recherche de ce *ballon d'oxygène* qui s'appelle le profit.



Graphique 2. Profits de la sphère financière en pourcentage des profits totaux des entreprises aux USA. Source BEA: tableaux 6.16A, 6.16B, 6.16C, 6.16D

Le Graphique 2 est extrêmement significatif. La progression des profits dans la sphère financière démarre précisément au milieu des années 80 quand le TdP dans l'économie réelle atteint son point le plus bas. La financiarisation de la crise croît en progression géométrique jusqu'à ce qu'elle explose avec fracas au milieu de l'année 2007 (crise des subprimes) *quand la structure financière américaine tout entière n'est plus en mesure de supporter les besoins de rémunération voraces de l'énorme masse de capital fictif créé*. C'est la débâcle qui ramène la capitalisation de la finance américaine aux niveaux des années 50, brûlant en quelques semaines des milliers de milliards de dollars, faisant sauter littéralement en l'air les plus importantes institutions de crédit comme si elles étaient des châteaux de cartes. Le *dopage* des profits n'a pas seulement consisté à détourner des quantités de capital de la production vers la spéculation, mais carrément dans le fait que certains géants de la production, tels que General Motors, General Electric, comme beaucoup d'autres entreprises travaillant dans les secteurs des matières premières (compagnies pétrolières) et les secteurs manufacturiers, se sont dotés de sociétés financières autonomes afin d'agir directement dans le monde de la finance, avec la perspective de récupérer grâce à la spéculation ce qu'ils avaient perdu sur le terrain de la production, et contribuant ainsi au gonflement de la bulle spéculative et à son éclatement inévitable. Si l'on prend une autre source de référence (I. Joshua : *Notes sur la trajectoire du taux de profit*, publié dans "Contretemps", octobre 2009), nous avons, pour ce qui concerne les profits des sociétés financières aux USA entre 1980 et 2008 les données suivantes :

1980-1986	+ 20%
1987-1996	+ 15%
1997-2008	+ 22%

La connexion chronologique est absolument cohérente avec les données exposées précédemment. Le recours à la financiarisation démarre au moment où le TdP est en train d'atteindre ses niveaux les plus bas. La reprise dopée des profits des sociétés financières augmente dans la même période et le TdP inverse temporairement sa tendance.

Si l'on observe la courbe du Graphique 2, l'on remarque toutefois que, après la dégringolade de 2007, la trajectoire des profits financiers reprend à partir de 2009. Cette inversion de tendance est due à trois facteurs :

- 1) L'intervention de l'État fédéral qui ne s'est pas limitée à sauver les institutions de crédit américaines les plus importantes, mais qui a littéralement accablé les banques de nouvelles liquidités afin de remettre en marche les mécanismes de crédit qui s'étaient enrayés durant la première partie de la crise.
- 2) L'impossibilité de la part des familles, endettées jusqu'au cou, de retirer de leur revenu une quantité minimale destinée à l'épargne a ôté aux banques la moindre possibilité de récolter de l'argent frais.
- 3) La persistance de la crise économique, avec les faillites de petites et moyennes entreprises qu'elle a provoquées, pour ne pas parler de l'état de faillite des grands géants de la production, a poussé le système du crédit à demeurer dans la sphère spéculative, faisant ainsi défaut aux attentes du gouvernement lui-même.

La conclusion à court terme est que les banques, les fonds d'investissement, les institutions financières, ont considéré

comme opportun de se procurer de l'argent auprès de la Federal Reserve à un coût minime (0,5%) pour le réinvestir dans la souscription de titres d'État brésiliens, indiens, chinois, qui assurent des taux d'intérêts dépassant les 7-8% ou dans l'achat des habituels dérivés fondés sur le pétrole ou autres matières premières, y compris ceux qui sont relatifs à l'agriculture. On est ainsi reparti de l'endroit où l'on était arrivé de manière catastrophique, en évitant de passer, encore une fois, par les voies étroites de l'économie réelle, en en ralentissant la reprise et en en pénalisant les fondamentaux (de l'économie) pour les périodes ultérieures.

Alors que la nouvelle vague spéculative recrée les conditions d'un nouveau dopage des profits, elle crée encore une fois les conditions pour la formation de nouvelles bulles et de leur éclatement prévisible.

Rien de plus "normal" que la courbe des profits financiers ne puisse remonter momentanément, et rien n'est plus faux que de considérer que la crise actuelle serait due aux caprices du monde financier. L'implosion du monde financier n'est pas la cause de la crise actuelle, mais plutôt - cela vaut la peine de le rappeler - l'effet de la difficulté du système productif à procurer des rémunérations satisfaisantes au capital investi dans la production.

L'évolution de la composition organique du capital au cours de la crise

C'est toujours en nous référant au Graphique 1 (Source BEA) que nous prenons en considération la tendance de la composition organique du capital au cours de la période 1950-2010. La courbe ne présente pas de signes de discontinuité. Elle est en croissance progressive, quasiment sans interruptions, avec une augmentation exponentielle à partir de l'année 2000. C'est la représentation graphique de l'augmentation constante et progressive de la composition organique du capital durant une période de soixante ans. Pour *PM*, au contraire, si la composition organique a augmenté considérablement pour ce qui concerne la masse matérielle des biens d'équipement, des matières premières et auxiliaires, elle se serait, grâce aux mécanismes de dévalorisation dus aux innovations technologiques, maintenue constante relativement à sa valeur. En termes simples : les innovations technologiques auraient dévalorisé le capital constant au point de ne pas permettre au rapport de se modifier, et surtout de ne pas se modifier vers le haut. De cette manière, pas de modification de la composition organique du capital et pas de baisse du TdP. Curieusement, à l'appui de cette thèse, *PM* présente une série de données, toujours tirées du BEA, mais réélaborées, sur l'augmentation du capital fixe à partir de 1925 et jusqu'en 2010. Selon ce tableau : « *En comparaison d'une augmentation de 3,4 fois du nombre de travailleurs salariés, les équipements sur lesquels ils travaillent ont augmenté "en masse" d'environ 20 fois, une augmentation d'environ 6 fois par salarié de cette composante de la "composition technique" du capital [... avec cet avertissement que] ceci concerne les quantités physiques (dimensions, puissance, capacités, etc.) tandis que du point de vue de la valeur on ne constate pas une augmentation correspondante de la "composition organique", étant donné que la productivité dans la production des équipements et des aménagements a cru parallèlement à leur masse dans la période.* ». Par conséquent, la composition technique aurait augmenté grâce à l'augmentation de la productivité, mais pas la composition organique. Premièrement, il faut

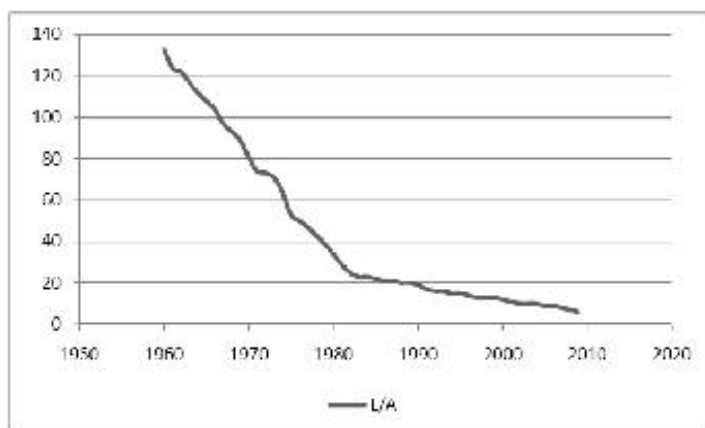
dire qu'il est beaucoup plus plausible que les données fassent référence à la valeur du capital fixe plutôt qu'à sa "masse", et c'est la raison pour laquelle elles expriment aussi bien la modification de la composition organique que celle de la composition technique. S'il n'en était pas ainsi, il serait intéressant de connaître la méthode permettant de mesurer la masse du capital fixe. Mesure-t-on son augmentation en longueur linéaire, en kilomètres carrés ou en mètres cubes? Deuxièmement, pour un calcul plus précis, on devrait prendre en considération non seulement les modifications qui se produisent dans le capital fixe, mais aussi dans le capital constant (fixe plus circulant). La troisième considération est relative au fait qu'une augmentation de la productivité du travail (*puissance, capacités*, c'est-à-dire l'augmentation de la technologie) ne dévalorise pas seulement le capital constant, mais également le capital variable. Ce qui signifie que, dans la formule de la composition organique du capital : C/V , ce n'est pas seulement la valeur du numérateur qui diminue, mais aussi celle du dénominateur, avec la remarque que, entre-temps, la composition technique est passée de X à $6X$. C'est-à-dire que l'augmentation de la productivité du travail provoque une diminution de la valeur de C , qu'elle augmente le taux de plus-value, qu'elle peut augmenter le taux de profit pendant une brève période, mais étant donné qu'elle diminue également la valeur de V , en termes absolus et relatifs, elle va augmenter la composition technique et organique du capital, et le taux de profit tendra, à la longue, à diminuer pour les raisons que nous avons exposées dans la première partie de l'article.

Un exemple : si nous partons d'une composition organique moyenne donnée, qui exprime le rapport entre le capital mort et le capital vivant : $C/V = 80/20$ et si nous donnions une augmentation *virtuelle*, selon les chiffres fournis par *PM*, de la composition organique citée, nous aurions $80.20/20.3,4$ d'où $1600/68$. Abstraction faite que l'on ne doit pas intégrer au calcul seulement le capital fixe mais l'ensemble du capital constant, et que, également, le capital variable subit une contraction, de combien devrait-on dévaluer C pour conserver en 80 ans la même proportion avec V , en considérant que le nombre de travailleurs par unité de capital employé est de toute façon en diminution, ce qui réduit la base d'extorsion de la plus-value? On aura beau augmenter la capacité d'extorsion de la plus-value, on aura beau augmenter la productivité du travail, 100 unités de production ne donneront jamais la même quantité de surtravail et de plus-value que 10 000. Sur le long terme, cette limite est fournie justement par l'augmentation de la

composition organique du capital, malgré l'augmentation de la productivité. La réponse de *PM* est assez vague : « *Nous répétons que ceci concerne les quantités physiques, tandis que du point de vue de la valeur on ne constate pas une augmentation correspondante de la "composition organique", étant donné que la productivité dans la production des équipements et des aménagements a cru parallèlement à leur masse dans la période.* ». C'est ainsi qu'on en revient, très indistinctement, au rôle de la contenance absolue du développement de la productivité, alors que c'est précisément celle-ci (plus-value relative) qui, sur la longue période, déclenche la modification de la composition organique du capital et de la baisse du taux de profit, en érodant de manière continue la base numérique de la force de travail qui est la source de la plus-value et des profits, malgré (ou à cause) de l'accroissement du taux d'exploitation.

Il n'y a qu'un seul cas où l'augmentation de la productivité ne déclenche pas d'augmentation de la composition organique du capital, et donc où elle s'exprime comme contre-tendance à la baisse du taux de profit, c'est quand le processus de valorisation du capital se fonde essentiellement sur l'usage de la plus-value absolue (allongement de la journée de travail). Contrairement au siècle précédent, le développement du capitalisme du vingtième siècle, à l'exception des moments de crise, ne recourt pas à cette méthode mais plutôt à l'utilisation de la plus-value relative (intensification des rythmes du travail) qui - nous le répétons - ne comporte pas d'altération sensible du rapport organique du capital. Dans la réalité américaine de la période citée, et pas seulement aux USA, les deux compositions, aussi bien la technique que l'organique, ont augmenté, et donc, pas seulement en termes de quantité matérielle mais en termes de valeur. En continuant à nous référer aux mêmes sources (BEA), nous constatons que le Graphique 3 qui représente le rapport entre unité de force de travail et unité de bien capital dans les secteurs productifs est significatif.

La courbe qui décroît progressivement révèle que, en termes de valeurs, la quantité de force de travail par unité de bien capital diminue sans interruption. Cela illustre un rapport technique et organique du capital de plus en plus grand, ce qui ne réfute pas mais au contraire confirme la position "classique" de Marx. Le caractère *concret* du graphique appuie parfaitement la théorie de Marx par rapport aux capacités présumées de contre-tendance du développement des forces productives :



Graphique 3 : Unité de force de travail par unité de biens capitaux dans les secteurs productifs 1960-2009. Même source que précédemment.

« Si l'on se réfère à la force de travail employée, le développement de la force productive se manifeste encore de deux façons : primo, dans l'allongement du sur-travail, c'est-à-dire dans la réduction du temps de travail nécessaire pour reproduire la force de travail; secundo, dans la diminution de la quantité de force de travail (nombre d'ouvriers), qui est, somme toute, employée pour mettre en œuvre un capital donné. Non seulement ces deux mouvements se déroulent parallèlement, mais ils se conditionnent réciproquement; ces deux phénomènes sont l'expression d'une même loi... D'un côté, un des facteurs s'accroît : le taux de la plus-value; de l'autre, baisse (relativement ou absolument) le second facteur, le nombre d'ouvriers. Dans la mesure où le développement des forces productives réduit la part payée du travail utilisé, il augmente la plus-value, parce qu'il en augmente le taux; toutefois, dans la mesure où il réduit la masse totale de travail employée par un capital donné, il diminue le facteur nombre par lequel on multiplie le taux de la plus-value pour obtenir sa masse... À cet égard la compensation de la réduction du nombre d'ouvriers par l'accroissement du degré d'exploitation se heurte à certaines limites qu'elle ne peut franchir; donc, si elle peut entraver la baisse du taux de profit, elle ne saurait la faire cesser. » (Marx, Livre III du *Capital* : "Conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur", tome VI, page 260, Éditions sociales).

Tous les graphiques qui ont été proposés sont en parfait accord, y compris les données qui suivent. Nous partons volontairement de loin pour ce qui concerne la valeur de la quantité de force de travail par unité de capital et sa diminution depuis les premières années du XX^e siècle. Ou bien, ce qui est la même chose, pour ce qui concerne l'augmentation de la quantité de valeur du capital constant par rapport à la quantité de force de travail employée. En 1933, H. Grossmann, indiquait déjà, dans une lettre à Mattick, que le rapport entre le travail mort et le travail vivant oscillait entre 10 et 12/1, en nette modification vers le haut par rapport aux décennies précédentes.

Selon les calculs de M. Cogoy (dans son essai inclus dans *Il comunismo difficile*, "Dedalo", 1978), la progression est la suivante :

USA : entreprises manufacturières, évolution de la valeur du capital constant par unité productive.

1909	5,040
1929	7,530
1948	6,534
1953	7,859

Selon les calculs de G. Cardechi, tirés du même article déjà cité, s'il fallait, en 1960, 133 travailleurs par unité de capital dans le secteur industriel, en 2009, il en suffisait de 6. Ces chiffres illustrent la composition technique du capital, mais il faut souligner que, en réduisant la base de la force de travail, il est de plus en plus difficile d'extraire une plus-value suffisante à la rémunération de la même unité de capital constant, malgré sa dévalorisation réelle ou supposée. En restant en Italie, Francesco Farina (*L'accumulazione in Italia*, 1959-1972, De Donato, 1976) calcule que le rapport capital-force de travail dans la production industrielle augmente d'une valeur de 1 464 en 1959 à une valeur de 2 778 en 1971. Et ceci en dépit d'une augmentation de la productivité qui, au cours de la même période, est passée d'un indice de 944 à celui de 1 789.

C'est d'autre part ce que dit L. Gallino dans son livre : *Se tre milioni vi sembra pochi* [Si trois millions vous semblent peu de chose], Einaudi, 1998 :

« De nos jours, dans l'industrie mécanique, dans l'électronique de consommation, dans les transports de masse, dans la chimie, dans la grande distribution, 200 à 800 millions de liras et davantage sont nécessaires pour créer un seul poste de travail, tandis que dans les pays en voie de développement il en suffit de cinq à dix fois moins. C'est ainsi que Fiat a investi à Melfi(*), avec la contribution de l'État, 3 500 milliards de liras pour créer 7 000 postes de travail, ce qui fait 500 millions l'un. Toyota, à Valenciennes en France, a investi 10 milliards de francs, équivalents à 3 000 milliards de liras, pour fournir du travail à 3 000 personnes - un milliard par tête. »

Une fois effectués les comptes nécessaires sur la longueur de la période de rotation, sur le rôle de contre-tendance des techniques axées sur les applications de l'informatique et du microprocesseur, qui ont certainement fait remonter le taux de profit, le fait de la modification de la composition organique du capital demeure tout à fait évident.

Mais, pour *PM*, il ne s'est rien produit. L'unique donnée qui aurait augmenté est celle qui est relative à la consommation de capital fixe qui, dans le pire des cas, aurait contribué à l'augmentation du travail mort en termes suffisamment modestes pour lui faire atteindre « environ 1/10 du travail vivant ». Cela leur permet de conclure que « la réduction du prix des éléments du capital constant au cours des 80 dernières années et aux États-Unis a contrebalancé la tendance et l'a rendue inopérante ». À ce point, il faudrait donc vérifier « si cette contre-tendance n'a pas eu elle-même la force d'une loi ou si, au contraire, elle s'est limitée à certains cycles du capitalisme ». Beau dilemme qui flanque une dégelée aux dernières données disponibles relatives au capitalisme moderne d'il y a une douzaine d'années, au seuil de la plus grave crise économique du deuxième après-guerre. On est passé de la loi de la baisse tendancielle du taux moyen de profit à la loi de la constance du taux moyen de profit.

Les conclusions politiques auxquelles *PM* parvient sont en harmonie avec l'analyse de la crise : « Les salaires stagnent non pas parce que le capitalisme est "au bout du rouleau", mais parce que le mouvement ouvrier est désagrégé, privé d'organisation classiste, incapable de se défendre contre les attaques de la bourgeoisie ».

L'on peut être d'accord avec la seconde partie. Le prolétariat est désagrégé, sans points de référence politiques, livré à la pensée dominante de la classe dominante. Ses ripostes à l'attaque du capital sont rares et peu résolues, infiniment inférieures à la violence agressive du système économique. Mais, si les salaires sont bas, si les pensions de retraite sont réduites, si les rythmes de travail sont plus intenses, si la journée de travail s'allonge, il y a moins d'État social, moins de santé publique, moins de salaire indirect et différé; s'il y a plus de chômage, les anciens doivent rester sur leur poste de travail plus longtemps, tandis que les jeunes ne parviennent pas entrer dans le monde du travail et, quand ils y arrivent, ils sont pénalisés par des contrats "atypiques" accompagnés de salaires misérables; si les coupes dans la dépense publique et l'augmentation des impôts n'ont pas de

(*) Melfi est une commune italienne d'environ 17 400 habitants, située dans la province de Potenza dans la région du Basilicate, en Italie méridionale. (NdT).

fin... Si tout ceci s'est produit sur une période de vingt ans, sous la forme d'une attaque monstrueuse du capital contre la force de travail, cela veut dire que la crise du capitalisme a rendu insoutenables les niveaux sociaux précédents. Cela signifie que le capitalisme est "*au bout du rouleau*" comme il ne l'a jamais été depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Cela signifie que pour survivre à ses contradictions, qui, bien qu'ayant explosé dans la sphère financière, ont mûri à l'intérieur de ses mécanismes productifs, sur la base d'une diminution progressive du taux de profit, avec d'énormes problèmes d'accumulation et de valorisation du capital, il a dû s'attaquer aux niveaux de vie et d'exploitation du prolétariat. Le fait que le monde du travail, pour une infinité de raisons, n'ait pas su encore lancer une riposte significative est une chose, mais dire que le capitalisme n'est pas "*au bout du rouleau*", qu'il ne serait pas en crise si ce n'est en raison de cette "*habitude cyclique*" que les rapports de production ont de s'enrayer de temps en temps, est une autre chose.

À l'admonestation, dans le style habituel du sac et de l'âne, selon laquelle : « *par conséquent, plus que d'orienter leurs espoirs sur une maladie mortelle du capitalisme (la baisse du taux de profit), les communistes doivent fixer leur regard sur la faiblesse des salaires par rapport à la valeur produite...* », nous répondons de manière répétitive, comme à chaque fois, que nous soutenons l'analyse de la crise qui veut qu'elle soit due à la baisse du taux de profit. « *Cela ne signifie pas que le capitalisme s'autodétruit dans une sorte de spirale dont il est impossible de sortir. Les échappatoires existent et sont mises en œuvre invariablement : par exemple, la destruction de valeur du capital par les crises elles-mêmes ou par les guerres, qui servent à recréer les conditions pour un nouveau cycle d'accumulation, même si c'est sur la base des mêmes contradictions et à un niveau plus élevé. Parmi les autres, et de bien loin la plus importante et la plus pratiquée, il y a celle de l'attaque des conditions économiques et de vie du prolétariat international qui est appelé à payer les frais de ces crises comme ceux des précédentes. Seule la reprise de la lutte de classe pour un type de société différent, fondé sur la rupture du rapport infernal entre le capital et le travail, où la production et la distribution de la richesse ne seront pas des moyens de valorisation du capital, où le profit ne sera pas le dieu et le prolétariat son agneau sacrificiel, mais la condition de la satisfaction des besoins sociaux en fonction des intérêts de ceux qui produisent socialement et consomment socialement.* ». (Tiré de "*Prometeo*", déjà cité ci-dessus).

Et l'accusation, aussi fausse que sans fondement, qui nous est adressée de renoncer à la lutte économique parce que les marges de revendication sont faibles, est encore moins valable. Si cette attitude est à reprocher à des groupes, c'est à tous ceux qui ont soif de syndicalisme, mais qui le pratiquent, quand ils agissent et s'ils agissent, en prenant en considération ses compatibilités avec le système, lesquelles ne doivent jamais être transgressées. Que les marges de revendication soient restreintes à cause des nécessités impérieuses de survie du capitalisme à l'intérieur de la crise est une donnée de fait. Ceci est démontré par le contexte économique et social qui caractérise les conflits sociaux depuis des années, et il vaudrait mieux dire depuis des décennies. Ce n'est plus le prolétariat qui va à l'assaut des

miettes que le capitalisme a été obligé de lui concéder sous la pression de luttes revendicatives (État social, augmentations salariales, diminution de la durée du travail, etc.), mais c'est la bourgeoisie qui attaque les niveaux de vie et les droits économiques des travailleurs. Les mouvements du prolétariat, quand ils se produisent, sont caractérisés par des épisodes de lutte qui ont comme contenu la tentative de se défendre contre les attaques du capital que la crise impose à celui-ci, attaques de plus en plus violentes et profondes. La crise des profits a décidé d'un terrain différent dans les conflits sociaux entre les classes. De l'assaut pour..., on en est arrivé à la défense contre...

Aujourd'hui, les luttes ne peuvent être caractérisées que par la défense du poste de travail contre le chômage croissant. Elles visent à mettre un frein aux conséquences néfastes de la politique de sacrifices qui comprennent l'allongement de la durée de la vie au travail, et qui obligent les vieux à travailler plus longtemps et les jeunes à ne pas entrer dans les mécanismes productifs; qui imposent la nécessité d'avoir des salaires plus bas, avec des taux d'exploitation plus élevés, face à un État social de plus en plus maigre, destiné à s'éteindre presque complètement. On lutte contre la paupérisation croissante, contre des salaires de famine quand ils existent, et contre l'inefficacité des amortisseurs sociaux. On se bagarre pour que la réforme du marché du travail ne crée pas encore plus de flexibilité à l'entrée et à la sortie. On lutte pour que la tentative inhumaine du capital de résister à ses contradictions ne soit pas supportée par le prolétariat, sans que ne s'élève aucune forme d'opposition. Que cela plaise ou non, ce n'est pas la classe, et encore moins les avant-gardes, qui peuvent choisir le terrain et les modalités de l'affrontement, lesquelles, au contraire, sont scandées par l'évolution et la maturation des dynamiques économiques qui élargissent ou, comme dans ce cas-ci, restreignent les compatibilités du système.

Ce qui ne signifie pas qu'il faille renoncer à la revendication parce que les espaces de négociation se sont rétrécis, mais cela signifie seulement qu'il faut avoir conscience que le terrain sur lequel la lutte de classe peut et doit reprendre a des caractéristiques déterminées par la crise économique et qu'il faut repartir de celles-ci pour dépasser les compatibilités imposées par le capital. Pour que la lutte de classe commence à transmigrer vers un terrain politique anticapitaliste, elle doit nécessairement partir d'un niveau de revendication ou, comme dans la phase actuelle, d'un niveau de défense active, sous la direction d'une avant-garde politique qui aurait su élaboré depuis longtemps une tactique et une stratégie de lutte qui parte d'une analyse de la vie actuelle du capitalisme. Pour nous, il n'existe pas de possibilité de la seconde phase (transmigration vers le terrain politique) si la première (lutte économique d'attaque ou de défense) ne s'est pas exprimée, à moins que, mais ce n'est pas notre cas, l'on pense à jouer un rôle avant tout revendicatif, ou radical-revendicatif, parce que l'on ne veut pas donner à la crise sa valeur d'époque (tout est comme toujours), raison pour laquelle la seconde phase serait à renvoyer à des temps plus mûrs, quand la crise sera "*véritable et définitive*".

Fabio Damen (traduit de *Prometeo*, mai 2012, n° 7)

Quelques considérations sur le livre de S. Saggiaro : "Ni avec Truman, ni avec Staline"

C'est avec un plaisir non dissimulé que nous prenons en considération le travail de Sandro Saggiaro : *Ni avec Truman, ni avec Staline*, sur l'histoire du Parti communiste internationaliste dans les années qui vont de sa naissance à sa scission de 1952. Ce plaisir n'est pas dû seulement au fait que l'auteur ait voulu donner, à sa façon, un témoignage historique sur l'unique formation politique qui, durant la phase du deuxième conflit impérialiste mondial, a tenté de poser, en termes politiques et organisationnels, la nécessité de la solution révolutionnaire au conflit lui-même, mais aussi à l'opportunité qu'il nous offre de réitérer certaines idées fondamentales. Il faut dire pour l'instant que ce travail, très descriptif et peu analytique, est bon dans son ensemble et suffisamment documenté. Il a un ton manifestement "bordiguiste", étant donné les origines politiques de l'auteur, ton qui a conditionné lourdement le travail de recherche et de rédaction du texte, jusqu'à friser l'"apologie". En termes synthétiques, il en ressort avec une forte évidence que Bordiga avait eu raison sur tout le front des problématiques qui ont tourmenté à cette époque-là la naissance et la vie du Parti et qu'il ne restait pour les autres que la confusion, le manque de préparation, un volontarisme stérile aux limites de l'opportunisme politique. Les choses ne se présentaient pas exactement dans ces termes-là et un commentaire du livre nous fournit l'occasion d'une nécessaire mise au point.

Il faut souligner de toute façon que le Parti n'a pas représenté un pur acte volontariste d'une poignée de militants qui, durant la guerre, se sont inventés la nécessité de donner naissance à une structure organisationnelle sans tenir compte des événements et des questions politiques complexes que la période imposait, telles que la nature économique et politique de la Russie, le rôle du Parti communiste italien, le mouvement partisan, l'analyse des syndicats, et, non des moindres, les dynamiques qui avaient entraîné l'impérialisme dans le deuxième conflit mondial et mené aux fronts qui se partageraient le marché mondial du "*post bellum*". Le Parti a été le résultat d'un parcours politique et de lutte de classe qui débute lors de la constitution du Parti communiste d'Italie, qui se poursuit avec les premières oppositions à la dégénérescence de la Troisième Internationale, en passant par l'expérience du Comité d'entente, pour en arriver à la constitution de la Fraction à l'étranger de certains éléments de la "Gauche italienne", puis à la formalisation d'un parti révolutionnaire qui, en plein milieu du conflit impérialiste, a hissé lui seul le drapeau du défaitisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien.

Il faut ensuite chercher à pénétrer les analyses qui ont amené Bordiga à nier cette expérience et à être, de fait, celui qui a subjectivement contribué à la rupture du Parti, avec toute une série d'attitudes qui sont étonnamment contradictoires et politiquement changeantes.

Nous nous limiterons donc à considérer certains aspects de cet épisode qui apparaissent parfaitement dans le travail de Saggiaro, mais enveloppés par ce bordiguisme de mauvaise qualité qui, réitéré sans cesse et toujours, finit par ne pas

faire honneur à l'auteur et à Bordiga lui-même. Parmi ces aspects, il y en a deux particulièrement qui ont été à l'origine de la rupture de 1952 : la question de la Russie et de l'impérialisme ainsi que la nature, le rôle et la fonction du parti de classe, qui, bien que mentionnés avec beaucoup de documentation (les cinq lettres entre *Onorio* et *Alfa*), laissent de côté un élément fondamental qui va au-delà l'opposition formelle : la question de la méthode avec laquelle les problèmes sont affrontés et les inévitables conséquences politiques qui en ont découlé.

Sur la question russe

Dans la table analytique de la discussion, il n'y avait évidemment pas la nature "socialiste" de l'Urss, étant donné que pour les deux interprètes, Damen et Bordiga, l'expérience révolutionnaire de l'Octobre bolchevik s'était très largement terminée quelques décennies auparavant. Il ne s'agissait pas de chercher des poux à la thèse trotskiste erronée de l'État prolétarien dégénéré dans la forme politique d'une administration bureaucratique, et il était encore moins nécessaire de reprendre le parcours révolutionnaire dans la patrie stalinienne du "socialisme" dans un seul pays, car il était considéré comme éteint. Le problème résidait dans la définition économique de la Russie au début des années cinquante : était-elle caractérisée par un capitalisme d'État ou bien cette définition était-elle partielle ou carrément erronée? Questions nominalistes, discussion sur le sexe des anges? Non. Derrière la polémique sur la nature économique de l'URSS, il y avait une différence évidente de méthode d'analyse qui conduirait à des attitudes politiques différentes dans l'approche de la question impérialiste.

En abordant de front le problème, à savoir en réfutant la définition du capitalisme d'État en Russie, Bordiga s'achemine sur un parcours que nous pourrions définir comme "linéaire progressif", car il part de la thèse capitaliste de la nécessité du processus de concentration des moyens de production. Décomposé en termes élémentaires, l'idée serait la suivante : l'évolution des contradictions typiques du système économique capitaliste stimule la concurrence, et elle produit des crises qui, à leur tour, favorisent le processus de concentration des moyens de production et du capital financier. Par conséquent, la concentration la plus forte possible, à savoir le capitalisme d'État, est au sommet du parcours historique du capitalisme et non pas une phase initiale ou médiane. Comment parler de capitalisme d'État si "les neuf dixièmes" de l'économie russe tendaient encore vers le capitalisme et que seul un dixième pouvait jouir, à juste titre, de cette appartenance? En dehors de l'aspect proportionnel 9/10 qui laisse quelque peu perplexe, mais ce n'est pas là la question, Bordiga fait référence à l'économie russe des années vingt qui, avec toute la meilleure volonté du monde, n'était pas comparable à celle du début des années cinquante. Quatre plans quinquennaux menés à terme et le cinquième en cours, la collectivisation des terres avec la production extensive correspondante, le développement de l'industrie extractive

et lourde, principalement orientée vers le secteur militaire : si tout cela n'avait pas fait faire un saut qualitatif à la Russie, cela l'avait à coup sûr acheminée sur la route du développement capitaliste.

Dans la troisième lettre à *Onorio* (Onorato Damen) du 31 juillet 1951, *Alfa* (Amadeo Bordiga s'exprime ainsi à ce sujet :

« *Le capitalisme d'État n'est pas un semi-socialisme, mais un capitalisme véritable; il est même le résultat du capitalisme selon la théorie marxiste de la concentration* ».

Il est vrai que le contexte concerne la tentative justifiée de battre en brèche toutes ces théories qui faisaient passer les étatisations pour un quasi-socialisme ou, dans le meilleur des cas, pour l'antichambre du socialisme lui-même, mais le sous-texte, qui faisait référence à la Russie, proposait l'idée que le faible développement des forces productives, l'arriération économique d'ensemble, ne pouvaient pas constituer un capitalisme d'État, lequel ne pourrait l'être éventuellement qu'après un long processus d'industrialisation.

De façon cohérente avec cette orientation, il voyait dans les capitalismes mûrs d'Occident, l'Italie de Mussolini comprise, la confirmation de cette position avec l'intervention directe ou indirecte de l'État dans l'économie, en tant que processus de concentration, et, par conséquent, rien de tout cela ne pouvait s'appliquer à la Russie arriérée de ces années-là. Dans la même lettre, quelques paragraphes auparavant, afin de mieux exposer son idée, même si c'est de manière obscure comme cela lui arrivait parfois, sur le thème : État, classe dominante et développement des forces productives, sur la scène russe elle-même, il s'exprime de la sorte :

« *Il n'est pas exact de dire que la classe bourgeoise a été le protagoniste d'une phase de capitalisme et que l'État est le protagoniste de la phase actuelle. Classe et État sont des choses et des notions différentes, et ils ne sont pas interchangeables. Avant, il y avait également l'État, et après, il y a également la classe. L'État n'est pas le protagoniste de faits économiques, mais il est un dérivé de ces derniers; si la politique ne prend pas sa source dans l'économie, mais l'économie dans la politique et dans les combines du pouvoir, alors l'interprétation marxiste de l'histoire est morte (et que celui qui le pense, le dise clairement!), et les vieilles théories, qui semblent toujours les plus nouvelles aux imbéciles, à savoir que l'histoire naît du désir des chefs de commander, et le désir de commander de celui de s'enrichir, reviennent à la mode.* ».

À part la remarque finale pas très pertinente sur les chefs, le commandement et la richesse, qui a n'a pas grand-chose à voir avec le sujet, il ressort de cette citation un grand manque d'analyse qui soit précisément fondée sur la base de l'« interprétation marxiste de l'histoire », et ce manque d'analyse est accompagné d'une vision mécaniste des événements russes. S'il est vrai que l'État, compris comme un instrument politique de la domination de classe, n'est pas un protagoniste des faits économiques et qu'il en est un dérivé, exception faite cependant des phases révolutionnaires, il est également vrai que l'anomalie économique et politique produite par la défaite de la révolution russe posait la nécessité de quelques efforts analytiques de plus par rapport au fait de proposer à nouveau servilement le schéma classique, sans pour cela le dénaturer ou le réfuter.

C'est justement l'impossibilité de la révolution bolchevique, arriérée et isolée par rapport au contexte révolutionnaire international, de marcher vers des conquêtes économiques socialistes qui a fourni sur un plat d'argent au processus contre-révolutionnaire cette concentration des facteurs productifs entre les mains de l'État, que la révolution elle-même avait mise en œuvre dans la phase initiale. Concentration qui, autrement, aurait été difficile sinon impossible. A partir de 1928, date de la mise en chantier du premier Plan quinquennal, jusqu'aux années cinquante, il s'est passé plus de deux décennies et une guerre impérialiste qui avaient donné forme et substance au capitalisme d'État russe, au point de le rendre compétitif sur le terrain de l'affrontement impérialiste international, même si c'est à distance respectueuse de l'impérialisme américain. Et c'est toujours en termes de concentration que la réponse d'*Onorio* est en effet formulée :

« *La Russie a pu, sur la ligne générale de développement du capitalisme monopolistique, brûler plus d'une étape, grâce à la Révolution d'octobre qui a permis la centralisation la plus absolue de l'économie au sein de l'État, et grâce à la contre-révolution stalinienne qui s'est servie de cet énorme potentiel économique ainsi centralisé pour accroître de façon gigantesque le pouvoir de l'État et donner le départ à l'expérience extrême du capitalisme. Le protagoniste de cette phase de l'histoire est donc l'État, dont l'économie [c'est-à-dire l'économie de l'État soviétique] reproduit, sur une échelle peut-être élargie, les modes et les caractères propres à la production et à la distribution capitalistes (salaire, marché, plus-value, accumulation, etc.)* ».

Si l'on va au fond de la question, bien au-delà des définitions sur l'existence ou non du capitalisme d'État en Russie au début de années cinquante (la guerre civile chinoise s'était à peine terminée et la guerre de Corée était encore en cours, avec une importante présence militaire soviétique sur ces deux fronts), l'on remarque que Bordiga se dirige vers un plan incliné dangereux pour ce qui concerne l'analyse de l'impérialisme, de ses interprètes majeurs, jusqu'à en arriver à une position anti-léniniste, que ce soit dans les formes de l'analyse ou que ce soit, surtout, dans les contenus et dans les conséquences politiques qui en découlent. Complètement plongé dans sa conviction que la fin de la Deuxième Guerre mondiale avait rayé de la carte les vieux impérialismes européens, que l'impérialisme russe était encore trop faible et arriéré pour jouer un rôle quelconque, il restait que seul l'impérialisme aux étoiles et aux bandes dominerait en long et en large, et pour la suprématie militaire, et pour la suprématie économique et financière. C'est pourquoi, lors d'une prochaine vague révolutionnaire internationale, ou bien l'on abattait l'impérialisme numéro un (Usa), ou bien on perdrait du temps à taquiner l'impérialisme numéro deux (URSS) ou les autres qui étaient encore en train de se lécher les plaies provoquées par le deuxième conflit mondial. Dans la lettre d'*Alfa* à *Onorio* du 9 juillet 1951, cette idée est clairement exprimée :

« *Si nous examinons tous ces facteurs, on voit que l'Amérique est la concentration n° 1 dans ce sens (en plus de tout le reste, et en plus de la probabilité qu'elle a de vaincre dans les prochains conflits) qu'elle peut intervenir avec assurance partout où une révolution anticapitaliste vaincrait. C'est dans ce sens historique que je dis que,*

aujourd'hui, la révolution, qui ne peut être qu'internationale, perd son temps si elle n'abat pas l'État de Washington. Cela signifie-t-il que nous en sommes encore loin? OK. ».

Il va de soi que ce qui était en discussion, ce n'était pas l'établissement d'une sorte de classement, qui était du reste certain, des premiers impérialismes, comme dans un palmarès du rôle contre-révolutionnaire des différents capitalismes, mais c'était l'attitude politique que les forces révolutionnaires devraient avoir sur le problème de l'impérialisme en général et sur une hypothétique perspective révolutionnaire qui, fatalement, devrait tenir compte non seulement de la "concentration" n° 1, mais de tous les segments impérialistes mondiaux, indépendamment de la place qu'ils occupaient dans le classement. Si les efforts et les énergies révolutionnaires devaient se concentrer sur la démolition de l'impérialisme n° 1, en tant que condition pour le succès final, on devait en conclure que :

- 1) Il fallait préparer une longue chaîne de vols charters vers les Usa, remplis de révolutionnaires provenant de toutes les parties du monde et qui, une fois débarqués à l'aéroport La Guardia de New York, seraient probablement mis tous immédiatement sous surveillance renforcée.
- 2) La Russie, aux prises avec son programme d'industrialisation, devait, comme les autres impérialismes de série B, être laissée en paix. On devait tout au plus l'observer avec attention, l'étudier, en suivre les développements jusqu'à la complète maturation de ses contradictions, une fois que les autres neuf dixièmes de son économie seraient également parvenus au capitalisme intégral.
- 3) Enfin, mais ce n'est pas le point le moins important, l'on devait considérer que le vieil, mais toujours valide, enseignement de Lénine, d'après lequel la première tâche des révolutionnaires est celle de combattre chez eux leur propre bourgeoisie, devait être remis à la cave en même temps que les vieux outils et les chaussures trouées.

Il ne fait aucun doute qu'une révolution prolétarienne aux États-Unis aplanirait plus facilement le chemin à des expériences analogues à l'échelle internationale, en affaiblissant le front impérialiste mondial, mais cet augure reste assurément à l'intérieur du monde onirique si l'on ne tient pas compte des rapports de force réels. La révolution est la synthèse entre les poussées objectives, matérielles, qui proviennent de la base économique, et la capacité subjective de les interpréter et de les transformer en programme politique, mobilisation, lutte de classe contre le capital. Seule l'union entre les facteurs subjectifs et objectifs peut créer une brèche dans la digue de l'impérialisme mondial, brèche qui peut être pratiquée n'importe où, à condition qu'un prolétariat l'emporte sur sa bourgeoisie et qu'il pose le problème de l'élargissement de cette brèche, et non pas à la condition que le prolétariat américain l'emporte sur sa bourgeoisie comme dans la métaphore biblique du peuple élu se dirigeant vers la terre promise. D'autre part, pour ce que cela peut valoir, Bordiga non seulement se plaçait en dehors de l'indication léniniste, mais il tournait le dos à l'expérience russe elle-même, dans laquelle le processus révolutionnaire démarre en premier dans le pays le moins avancé du point de vue capitaliste, ce qui ne le protégeait pas de solutions révolutionnaires.

Dans la même lettre du 23 juillet 1951, Onorio répondait ainsi, à propos de la perte de temps si l'on ne liquidait pas auparavant Washington :

« Peut-être devrait-on, du fait de cette considération, proclamer l'inutilité de la révolution dans tel ou tel pays jusqu'au jour où le prolétariat serait en mesure d'abattre l'État de Washington? Ne plaisantons pas, même si ce que tu écris doit être compris historiquement. Je reprends l'allusion que j'ai faite sur ce sujet : « La révolution prolétarienne abat l'antagonisme de classe quand et comme elle peut, là où celui-ci est le plus faible ». Est-il nécessaire que j'ajoute, précisément pour toi, que la révolution, même si elle éclatait à Trifouillis-les-Oies, est toujours un moment de la révolution internationale... Mais elle le perdrait sûrement [du temps (Ndr)], et elle perdrait ainsi toutes les occasions que la crise du capitalisme pourra offrir au prolétariat, peu importe en quel endroit du dispositif, si la révolution battait la semelle dans une attente messianique et, pire, subordonnait l'accomplissement de sa mission à l'échelle internationale à la conquête du pouvoir aux États-Unis. ».

Ce n'est pas une question de rien si, mise en évidence par la contingence nominaliste (capitalisme d'État oui, capitalisme d'État non), elle étendait ses conséquences sur l'analyse de l'impérialisme et sur la tactique qui en découle pour les révolutionnaires par rapport à la future reprise de la lutte de classe à l'échelle internationale.

La question du parti

L'autre question dont nous occupons, qui a été à l'origine de la scission de 1952 et qui prend une bonne partie du travail de Saggiaro, concerne la naissance et le rôle du parti révolutionnaire en général et du Parti communiste internationaliste en particulier, qui est né avec beaucoup de sacrifices au cœur de la Deuxième Guerre mondiale, unique organisation en mesure, à l'échelle mondiale, de faire le point sur la contre-révolution en Russie, sur le rôle du Parti communiste italien, sur le mouvement partisan et sur toutes les questions politiques qu'une formation révolutionnaire se trouvait dans la nécessité d'affronter à cette époque.

Un préambule. À la fin des années quarante, après la Réunion de Turin de 1945 et le Congrès de Florence de 1948, l'économie italienne, comme l'économie internationale, s'acheminait sur la route de la reconstruction nationale et politico-institutionnelle. Le Parti commençait à avoir moins de prise sur les stratifications prolétariennes, certains militants s'apprêtaient à tirer leur épingle du jeu, et les possibilités de prosélytisme et de propagande politique révolutionnaire voyaient se réduire leur rayon d'action. La chose était absolument normale. Dans la première phase, la phase clandestine de la guerre et des premières années de l'après-guerre, l'affiliation de nouveaux militants était plus facilement possible, même si l'on tient compte des énormes difficultés et du rôle néfaste du parti stalinien italien. Dans la phase suivante, cela l'a été beaucoup moins, comme cela arrive dans les phases de reflux. À ce moment-là, le problème prioritaire était celui de réajuster les forces, les structures organisationnelles et les modalités d'intervention, dans la situation changeante du niveau et de l'intensité de la lutte de classe, en fonction des espaces qui nous étaient offerts. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. La question s'est transformée en : le parti oui, le parti non; ou alors peut-être le parti sur la base des positions que Bordiga

a prises sur le sujet jusqu'à faire devenir ce dernier explosif à l'intérieur de l'organisation, le tout dans une immense montagne d'ambiguïtés et de contradictions.

Entrant dans la *vexata quaestio*⁹ à l'occasion d'une lettre du 2 avril 1950 à Ottorino Perrone, Bordiga se lance dans une philippique contre le Parti et sa naissance en 1943. La lettre est reproduite dans le livre de S. Saggiaro aux pages 107-108 :

« Et alors, le parti en Italie? On ne devait pas le constituer. Un instant. Ce n'était pas urgent justement parce que, en 1943-44-45, les palingénésies de classe n'étaient pas visibles. Et alors, il fallait d'abord prendre bien garde à ne pas y faire rentrer ceux qui n'avaient pas de ligne claire sur ces points, et pour ce faire il fallait mettre tout d'abord dans une bonne plate-forme a) les points marxistes de base sur lesquels nous avons toujours enfoncé le clou, b) une vision originale et sûre de cette sale affaire de la deuxième guerre mondiale et de la dégénérescence du Komintern. De 1945 à 1950, cela devrait être fait. Si cela ne s'est pas particulièrement bien passé, c'est un signe que l'"on a le temps" aux grands moments... Mais je crois que j'ai pu dire à l'époque : Hitler perdra, dommage, et demain Staline perdra, dommage. Avec mon pistolet je ne les tue certes pas tous les deux, et même pas l'un des deux. Je suis là pour voir. Si on le peut, on comprend que les nouveaux petits partis devraient travailler en Amérique, en Russie et en Chine. Les moyens et la technique ne sont pas ici. »

De quelque côté que l'on veuille prendre cette affirmation, elle laisse déconcerter. Ce qui déconcerte, c'est le "soutien inconditionnel" aux impérialismes hitlérien et stalinien, qui est dû au très mauvais penchant qui tend à considérer l'éventuelle victoire de l'un ou de l'autre comme une propédeutique à la future révolution. Et en effet, l'axiome sous-entend que, en vainquant un impérialisme plus faible par rapport à l'impérialisme américain, la future rupture révolutionnaire serait plus facile, et c'est pourquoi : "dommage" pour la défaite de Hitler, de même que "dommage pour le même sort qui frapperait Staline, comme s'il était dans la logique du conflit impérialiste que l'impérialisme le plus faible puisse avoir raison de celui qui est le plus fort. Mais même dans une hypothèse fantaisiste semblable il resterait le fait, lourd comme une pierre, que l'impérialisme vainqueur deviendrait à tous les coups celui qui est le plus fort, avec aucune chance de plus pour la lutte de classe de type révolutionnaire. Fantaisies? Certes, mais dites par Bordiga, elles ont fini par avoir du poids et à jouer un rôle à l'intérieur du parti.

Ce qui est également déconcertant, c'est le « je suis là pour voir », significatif d'une résignation évidente devant les événements de la guerre, et devant les vicissitudes complexes liées à la naissance du Parti et à son rapport avec les stratifications prolétariennes qui s'étaient déplacées au cours de cette période. Un « je suis là pour voir », qui a caractérisé la vie politique de Bordiga depuis la seconde moitié des années trente jusqu'au deuxième conflit mondial et qui a continué aussi au cours des années suivantes.

À part tout cela, l'affirmation, encore une fois, n'est pas nominaliste, elle ne porte pas seulement sur la définition de la phase historique, mais c'est, encore une fois, une affirmation de méthode. Il faut mettre en évidence en tout premier lieu que Bordiga a toujours été opposé non

seulement à la naissance du Parti, voulu et construit en dehors de et contre sa volonté, mais aussi à sa permanence dans une phase contre-révolutionnaire comme celle du début des années cinquante. Et ensuite, émerge de manière impérieuse une question, qui, bien que partant de l'expérience italienne du Parti communiste internationaliste, devient la ligne de partage politique relative à la "forme parti", qui eut tant de poids dans la scission de 1952.

Cette question concerne la phase historique de la naissance du Parti et, par l'effet de la transitivité, de tous les partis révolutionnaires, avec l'inévitable corollaire des aspects tactiques qui en découlent. En 1943, l'État était alors en pleine débâcle, de même que son armée, et c'est à cette époque de commencèrent les grèves dans les plus grandes usines du Nord. Un prolétariat en armes s'organise dans les centres urbains les plus importants et dans les vallées de la Lombardie et du Piémont. Certes, il était à la remorque des forces politiques "démocratiques" à l'intérieur du mouvement partisan et à celle du Parti communiste italien, même si, il faut le dire, beaucoup de ces prolétaires qui ont épaulé le fusil pensaient naïvement que tout cela constituait l'amorce d'un processus révolutionnaire. La situation était insurrectionnelle, et la nécessité de donner une continuité politique et organisationnelle au parti de classe était à l'ordre du jour. Le problème était de faire la clarté sur la nature impérialiste de la guerre, de dénoncer le rôle contre-révolutionnaire de la Russie et de tous les partis communistes qui était liés à elle. L'objectif primordial était de soustraire la détermination à la lutte d'un prolétariat qui était en train de relever la tête à la perspective politique nationaliste et bourgeoise que le PC stalinien de Togliatti, ainsi que les autres forces bourgeoises conservatrices de l'antifascisme, avait inoculée au prolétariat lui-même, afin de l'orienter vers une perspective révolutionnaire; et certainement pas de « rester à regarder ». C'est seulement en jugeant après coup que l'on pourrait conclure que la naissance du Parti était advenue trop tard par rapport à la précipitation des événements, non pas parce qu'elle aurait été retardée par des attentismes messianiques, mais plutôt parce que les camarades, qui en ont été les artisans, ont travaillé dans ce but dans des conditions extrêmes, étant donné qu'ils étaient en relégation, parce qu'ils étaient à peine sortis de prison ou encore à l'étranger. Affirmer que, dans la période 1943-45, il n'y avait rien à faire parce que les palingénésies d'une reprise de classe n'étaient pas évidentes, c'était non seulement donner tort à la réalité, mais c'était aussi une défense évidente de sa propre incapacité à affronter en termes léninistes le rapport parti-classe dans une phase historique tout à fait particulière, comme celle qui est caractérisée par la période finale de la Deuxième Guerre mondiale. À moins que Bordiga n'ait considéré que la situation n'avait pas fait bouger suffisamment le prolétariat italien, que des comités de lutte qui étaient nés ne jouissaient pas d'une autonomie politique, que la classe ouvrière n'avait pas révélé complètement en son sein les organisations de l'assaut révolutionnaire, mais qu'elle se mette à marcher, toujours toute seule, vers les premiers objectifs révolutionnaires, en écrasant le mouvement partisan et en mettant en œuvre cette palingénésie prolétarienne tant évoquée. S'il en était ainsi, quel besoin y aurait-il eu d'un parti? La tâche d'une avant-garde politique de classe est de prévoir les événements, de les anticiper, d'en être le centre quand ils se décident, mais si l'on attend leurs développements pour bouger, au mieux on se présente sur la scène de l'affrontement avec un retard

⁹ Expression latine signifiant : "la question discutée".
(NdT).

coupable, et dans le pire des cas on se fait dépasser par les événements eux-mêmes, sans réussir le moins du monde à peser sur eux, sans que, d'une attente de palingénésie à une autre, on parvienne à se donner un minimum d'organisation formelle. Mécanisme, idéalisme? Peut-être les deux. Il est un fait que pour Bordiga le parti ne devait pas naître et que les camarades qui en ont été « de manière aventuriste » à sa fondation auraient mieux fait de s'adonner à un "*class struggle watching*" qui aurait permis de mieux interpréter les données objectives de la réalité italienne de cette période.

Si l'on persiste dans cette voie, il en découle sans possibilité d'erreur que les partis ne peuvent naître que quand la palingénésie s'exprime à des niveaux élevés, c'est-à-dire quand la situation objective et subjective caractérise une phase révolutionnaire. Avant et après, rien ou presque. Pour les révolutionnaires, il ne leur resterait que l'étude, l'approfondissement des sujets politiques importants, le maintien des piliers théoriques, dans l'attente du moment crucial où le parti "formel" ferait irruption sur la scène politique révolutionnaire, en se libérant du cocon de son vêtement historique pour s'élever comme un papillon dans la lutte de classe déjà parvenue à une phase suffisamment mûre de son expression.

Au cours des années suivantes, Bordiga développa davantage le concept de parti historique et de parti formel en maintenant au centre de son analyse que le parti formel était toujours et de toute façon la condition nécessaire de l'assaut révolutionnaire, mais que sa naissance et son efficacité pouvaient s'exprimer seulement et uniquement dans une phase montante de la lutte de classe. Il oubliait que :

- 1) Le parti n'est pas l'instrument politique de la classe dans une phase particulière de la lutte de classe. Le parti, de manière compatible avec les rapports de force qui règnent entre les classes, avec la tendance économique et sociale, et avec tous les différents facteurs qui déterminent la vie du prolétariat, ne choisit pas la solution la meilleure pour naître ou pour se transformer de parti historique en parti formel, mais il doit tendre à être toujours présent dans la classe, à en être son représentant politique, y compris dans les phases contre-révolutionnaires qui sont d'ailleurs celles qui accompagnent la vie quotidienne de la classe elle-même. Il est possible que l'on arrive, dans les phases les plus réactionnaires, à un rapport de force tel que l'avant-garde de la classe puisse être réprimée, limitée ou détruite, mais ce ne sera pas du fait de la décision de ses militants, mais à cause du pouvoir excessif de l'adversaire de classe. Si le parti est, et doit être, l'instrument politique de la lutte de classe, cette dernière ne cesse pas d'exister au cours de toute la vie du capitalisme, même quand les rapports de force entre les classes semblent à l'avantage absolu de la bourgeoisie. Ce sera la situation "objective" qui élargira ou restreindra les marges d'action de l'avant-garde politique, mais ce n'est pas cette situation qui décidera de la naissance ou de la dissolution de cette avant-garde. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui peuvent se permettre le luxe de choisir la "phase" de leur intervention, mais au contraire ce sera la "phase" qui rendra plus difficile ou plus facile cette intervention elle-même.
- 2) L'histoire du mouvement ouvrier, l'expérience désormais séculaire de la lutte de classe au niveau

international, n'est pas riche en phases révolutionnaires, et, au contraire, elles ne représentent que des moments rares et exceptionnels qui sont le résultat d'une série combinée de facteurs objectifs et subjectifs. C'est la raison pour laquelle ou bien le parti s'efforce de s'équiper politiquement et organisationnellement, en établissant des rapports de continuité avec la classe et avec ses luttes, et alors il pourra être le guide pour l'assaut révolutionnaire lorsque la situation sera favorable, ou bien le risque de rater sa chance devient hautement probable.

Sur ce point (nous sommes en 1951), que Saggioro se garde bien d'aborder puisqu'il se borne à produire une série "aseptique" de lettres et de documents politiquement déséquilibrés en faveur du "chef", lequel, par définition, a toujours raison, Bordiga trouve le soutien de nombreux camarades, parmi lesquels Ottorino Perrone (Vercesi), responsable en son temps de la Fraction à l'étranger en Belgique. Fraction qui s'est inopinément dissoute durant la guerre en alléguant les mêmes raisons que Bordiga, compte tenu des différences de période et de projection des perspectives politiques (voir à ce sujet *Prometeo* n° 2, IV° série de 1979 et n° 4 de 1980). Ce n'est pas par hasard si les analyses communes et les attitudes comportementales de ces deux personnages finirent par jouer un rôle déterminant dans la scission imminente à l'intérieur du Parti communiste internationaliste en 1952.

Les contradictions paradoxales de Bordiga sur le parti

Le premier paradoxe consiste dans le fait que celui qui s'était si souvent employé à la critique de la naissance et de la continuation de la vie du parti, se trouve, malgré lui, dans la situation de "favoriser" l'existence de rien de moins que deux organisations. Conformément à sa position, Bordiga n'a jamais milité dans le Parti. Il n'était pas adhérent, il n'a jamais participé à une réunion politique ou d'organisation du travail, il a même été absent de la Réunion de 1945 à Turin et au Congrès de 1948 à Florence. Son "militantisme" extérieur consistait dans la collaboration au journal *Battaglia comunista* et à la revue théorique *Prometeo*. En revanche, il entretenait une copieuse correspondance avec certains militants, tous ceux qui par la suite, après la scission, feront partie de la nouvelle organisation grâce à laquelle il produisait ses abondantes prises de position.

Le second paradoxe : à peine avait-il fini de juger inopportunes la naissance du Parti et sa permanence dans les phases historiques contre-révolutionnaires, et, nous sommes à la mi-année 1951, qu'il présentait avant la fin de cette même année une plate-forme politique, à prendre ou à laisser, dans laquelle il formulait les lignes directrices du Parti lui-même. L'occasion en était une réunion d'organisation à Florence (8-9 décembre 1951) à laquelle Bordiga n'avait aucune intention de participer physiquement, selon le scénario habituel. En réalité, le changement de cap n'était certainement pas dû au fait qu'il avait changé d'avis, mais, étant donné que le Parti existait réellement, autant valait le modeler à son image en agissant de l'extérieur avec sa proposition programmatique, et en s'appuyant à l'intérieur sur les habituels "*yes men*" qui continuaient à voir en lui la lumière éternellement vivifiante. En vérité, la contradiction n'était que formelle. Si la thèse était que le Parti en 1943-45 ne devait pas naître parce que la situation n'était pas suffisamment

révolutionnaire, on en déduisait que le Parti ne peut naître que dans les phases montantes de la lutte de classe, quand la palingénésie s'est déjà abondamment manifestée, ce qui ne pouvait pas être le cas en décembre 1951 puisque qu'au contraire, à cette date, les choses allaient beaucoup plus mal, pour ne pas dire que les bouffées de lutte de classe étaient en train de se réduire considérablement. Ce que Bordiga propose dans les *Thèses caractéristiques du Parti*, que Saggiaro reproduit dans son livre à partir de la page 341, c'est un parti en projection, réalisable, celui qu'il devrait être. C'est le résultat d'un processus d'abstraction qui a pour objectif de parcourir à nouveau les anciens processus de constitution du Parti bolchevik et du Parti communiste d'Italie, avant la dégénérescence stalinienne, et de tracer les lignes directrices du parti futur, à travers une série de définitions de principe et de palettes politiques partageables, mais qui demeurent à l'extérieur du contexte complexe de l'intervention dans la classe, dans ses luttes, indépendamment de leur niveau d'expression. Les références à l'actualité sont rares, pour ne pas dire inexistantes. C'est seulement dans la Partie IV que, synthétiquement, l'on fait allusion à « *L'action du parti en Italie et dans les autres pays en 1952* ». Dans ces allusions, il y a toute une série de sentences tactico-stratégiques à suivre, comme sur le développement de la Russie vers le capitalisme, « *sur la nécessité dialectique de lutter pour la victoire des révolutions bourgeoises sur le régime féodal afin de favoriser l'avènement de la production capitaliste* » (prémisse théorique à l'appui futur aux guerres de libération nationale), sur le concept de dictature du parti et autre, mais l'approche de la question de l'activité politique, du rapport concret avec la classe, demeure, comme d'habitude, dans l'ombre. Et en effet, il est dit au point 4 :

« *La réduction de l'activité pratique n'entraîne pas le renoncement aux postulats révolutionnaires. Le parti reconnaît que la réduction de son activité est plus marquée quantitativement dans certains secteurs, mais l'ensemble des aspects de cette activité ne change pas pour autant, et le parti n'y renonce pas expressément.* ».

Bien dit, mais quelle serait l'activité? La réponse se trouve au point 5 :

« *L'activité principale, aujourd'hui, est le rétablissement de la théorie du communisme marxiste. Nous en sommes encore à l'arme de la critique.* ».

Certes, mais le processus de rétablissement du marxisme n'a jamais fait défaut dans l'expérience de la Gauche italienne, et encore moins lors de la constitution du Parti qui s'est fondé précisément sur la nouvelle analyse de l'impérialisme russe, sur le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, et sur le traitement de toutes les questions annexes. Ce n'était pas là le problème. Et, au point 6, on continue :

« *Le parti accomplit aujourd'hui un travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux, afin de confirmer les thèses fondamentales du marxisme. Il analyse, confronte et commente les faits récents et contemporains.* ».

Certes, sans théorie, on ne va nulle part. Il n'y a pas d'avenir si le Parti n'est pas en mesure de suivre et d'analyser les événements, mais il n'y a pas d'avenir non plus s'il est incapable de les traduire dans une tactique d'intervention quotidienne. Autrement, il en resterait au niveau de

l'Académie sans influencer le moins du monde sur la réalité qu'il est en train d'analyser, comme s'il était un processeur de données et d'analyses à archiver et à proposer de nouveau uniquement dans les phases avancées de la lutte de classe, en oubliant que le rapport parti-classe ne s'invente pas au moment crucial, mais qu'il se construit jour après jour. Et d'ailleurs, comment est-il possible que les explications du monde social contemporain, qui devraient être le résultat d'un travail collectif d'analyse, et qui devraient trouver une synthèse correcte dans le Parti, soient de fait interdites par le Parti lui-même, comme on peut le lire au point 7 :

« *En conséquence le parti interdit la liberté personnelle d'élaborer (ou mieux d'élucubrer) de nouveaux schémas et explications du monde social contemporain : il proscrie la liberté individuelle d'analyse, de critique et de perspective pour tous ses membres, même les plus formés intellectuellement, et il défend l'intégralité d'une théorie qui n'est pas le produit d'une foi aveugle, mais la science de classe du prolétariat...* ».

Il y a de quoi rester stupéfait. À part le fait que la soi-disant science de classe prolétarienne soit le résultat historique d'analyses et de thèses qui se sont concrétisées dans le programme du Parti grâce aux capacités d'élaboration théorique de militants individuels, et qui, seulement après une confrontation interne au Parti lui-même, sont devenues les fondements auxquels on ne peut renoncer d'un bagage théorique révolutionnaire, l'interdiction concerne aussi ce qui est nouveau : comme l'état économique de la Russie, la question syndicale, la dictature du prolétariat ou du Parti, et le centralisme organique représenté par le commissaire unique.

Il va de soi que l'inquisition qui frapperait tous les militants, y compris les plus formés, en épargnerait un seul, l'inquisiteur, ainsi que cela s'est effectivement passé. C'est que nous en sommes aux bases théoriques « *de l'invariance et du centralisme organique* » qui ont enduit la future organisation d'une sorte de plâtre, que ce soit en termes politiques ou en termes d'activité pratique.

Mais, même dans ce cas, le problème est autre. C'est la conception habituelle du parti historique qui pense à tout sauf à être présent dans la lutte de classe. On en trouve un autre exemple au point 8 :

« *Le parti considère la presse comme sa principale activité dans la phase actuelle, car elle est un des moyens les plus efficaces autorisés par la situation réelle pour indiquer aux masses la ligne politique à suivre...* ».

Comme si les masses, imaginées hors de leur contexte de travail, abandonnées à leurs problèmes quotidiens de revendications économiques, de lutte pour la survie, pouvaient arriver à la thèse de la stratégie révolutionnaire en étudiant avidement les difficiles analyses de la presse communiste proposées par le Parti sans que celui-ci ne fasse le moindre effort pour être à l'intérieur des luttes elles-mêmes. L'unique concession à l'activité se trouve au point 10 :

« *L'accélération du processus dépend non seulement des causes sociales profondes des crises historiques, mais de l'activité de prosélytisme et de propagande du parti, avec les moyens réduits qui sont à sa disposition.* ».

Rien de plus sensé, mais si le prosélytisme et la propagande sont fortement endiguées par les prémisses exposées

précédemment, ils se borneraient, encore une fois, à un travail extérieur à la classe avec, par-dessus tout, la prétention qu'ils seraient suffisants pour résoudre le rapport entre le Parti et la classe, à laquelle on ne s'adresse que par de grands théorèmes. En conclusion, la proposition bordiguiste du parti est claire : sauvegarde des principes "sacrés", étude et élaboration politique, presse et propagande, proposition sur laquelle il n'y aurait rien à redire s'il n'y manquait pas le noyau du problème, c'est-à-dire la capacité et la volonté de traduire tout cela en tactique d'intervention dans la classe, y compris dans les situations contre-révolutionnaires et de basse intensité de la lutte de classe, en tant que condition nécessaire propédeutique aux phases ultérieures d'expansion des luttes elles-mêmes. Dans le livre de Saggiaro, tout ceci est absent pour la simple raison que l'auteur partage la position qu'a eue Bordiga. En dehors de ce schéma, il n'y a place que pour l'attitude velléitaire, l'activisme comme but en soi, si ce n'est carrément l'opportunisme : parfois, les épigones dépassent le maître, ils poussent à l'extrême ses analyses et ses positions, en devenant plus royalistes que le roi. Il y a une totale absence de forme de critique aux formulations de Bordiga qui sont, c'est peu de le dire, déconcertantes, telle que celle que l'on peut lire à la page 360 :

« *Durant la seconde guerre mondiale, les conditions du mouvement ont encore empiré, puisque la guerre a entraîné tout le prolétariat au service de l'impérialisme et de l'opportunisme stalinien.* ».

Nous-y revoilà : en 1952 encore, le stalinisme est présenté comme opposé à l'impérialisme occidental non pas comme l'un des fronts de la guerre entre impérialismes, mais comme déclassé dans une catégorie inférieure, celle de l'opportunisme politique, comme si la Russie de la contre-révolution stalinienne avait participé au second carnage impérialiste seulement parce qu'elle y avait été contrainte par l'attaque nazie, alors que par ailleurs elle était engagée dans l'effort de s'acheminer vers le plein capitalisme, et donc comme si elle était puissance de troisième série, progressiste dans sa phase économique, même si

"opportuniste" dans le panorama politique domestique et international, qu'il ne fallait pas confondre avec l'impérialisme véritable.

Pour ne pas parler de la question syndicale (« *les glorieuses Bourses du Travail* »), comme si rien ne s'était passé dans le rapport de médiation entre le capital et la force de travail, entre le nouveau rôle du syndicalisme et la vieille fonction de la courroie de transmission, dans la phase historique de la domination du capital monopolistique. Ou du soutien aux guerres de libération nationale, parce progressistes... sans prendre le moins du monde en considération le contexte impérialiste qui les entourait, les conditionnait, si ce n'est les provoquait directement. Voici tous les facteurs qui ont fortement contribué à la scission de 1952, qui ont littéralement explosé dans les années suivantes, et qui sont allés s'ajouter à la phase négative de la reconstruction d'après-guerre caractérisée par la consolidation politique institutionnelle du capitalisme italien, avec désormais la complicité de la "trahison" abondamment accomplie du parti communiste "officiel", non plus opportuniste, mais plutôt force conservatrice et réactionnaire, comme son référent l'impérialisme stalinien. Mais c'est une autre histoire.

Bordiga n'est cohérent que sur un seul point : son (non) militantisme, sa non-implication dans la lutte de classe quotidienne, attitude qu'il a continué à avoir y compris après la scission, avec "son" (non) parti international. Parti qu'il n'avait pas voulu, mais qu'il a trouvé dans ses pattes, ni plus ni moins que le précédent, à la différence que, avec le second, forgé à son image, il pouvait satisfaire les exigences d'un parti "historique", dans l'attente que les conditions objectives le transforment en parti "formel", selon les automatismes mécanistes qui ont accompagné la pensée de Bordiga, sans les préoccupations tactiques du contingent qui l'auraient éloigné de son attentisme intellectualiste messianique.

Fabio Damen

Vie politique de la TCI.

Réunion publique.

A la suite de la parution du livre *Bordiga, au delà du mythe*, d'Onorato Damen, se sont tenues 2 réunions publiques de présentation de ce livre : une à Paris et une autre à Bruxelles où on était présents respectivement 14 et 6 personnes. Le débat a été intéressant, il a permis de rappeler

la longue histoire de la Gauche italienne (GI) et les divergences existantes entre ces deux grandes figures de la GI qu'ont été Bordiga et Damen.

Nous avons regretté que ce débat soit surtout un débat de spécialistes de cette tendance du mouvement ouvrier.

La Réunion annuelle de la Communist Workers' Organisation (CWO)

La CWO a tenu sa réunion générale annuelle à Sheffield en juillet 2012. L'organisation a également tenu une réunion ouverte où ont été invités des communistes de gauche et des anarchistes (membres de l'Anarchist Federation) mais aussi

des camarades qui furent membres du groupe "*No war but Class war*" ou du forum de discussion des Midlands.

Il y avait deux documents en discussion le travail théorique que nous publions dans cette revue : "*La baisse*

tendancielle du taux moyen de profit" et le rapport sur les perspectives et tâches.

La politique des publications a été modifiée. *Revolutionary Perspectives* va changer de format et sera tourné vers les compilations des discussions provenant du site Internet et la publication de documents théoriques. *Aurora* sera plus tourné vers l'intervention.

Il a été décidé de faire de simples et courtes déclarations sur des questions de base (comme les syndicats), pour les nouvelles personnes rencontrées. Compte tenu de la nouvelle évolution de l'organisation un nouveau CE a été élu pour mieux coordonner l'activité des trois principales sections [Nord-Est, Transpennine et Southern]. La réunion a également décidé d'une nouvelle édition de la brochure "*Socialisme ou Barbarie*" qui devrait s'appeler "*Pour le communisme*".

Dans la séance publique un certain nombre de sujets ont été soulevées par les participants mais la principale question discutée a été la situation de la classe ouvrière et de son avenir. Un large consensus s'est fait entre tous les participants sur les perspectives publiées dans le dernier numéro 62 de *Revolutionary Perspectives*.

Il en est ressorti que le capitalisme a commencé une attaque globale et frontale contre la classe ouvrière. Les révolutionnaires ne doivent pas attendre sa réponse immédiate mais leur rôle tend à devenir déterminant et la question est : comment être un ferment actif de la conscience de la lutte de la classe ouvrière. C'est pourquoi la réunion s'est terminée par un bref appel à la nécessité d'un programme politique et d'une avant-garde ayant pour fonction de donner un sens et une alternative sociale dans cette situation.

Le Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :

www.leftcom.org

Autres adresses des organisations de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste

Partito Comunista Internazionale (Italie) :

Battaglia Comunista
CP 1753
20100 Milano
info@leftcom.org

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne):

CWO
P.O. Box 338
S3 9YX Sheffields
uk@leftcom.org

Gruppe Internationaler SozialistInnen (Allemagne)

GIS c/o Rotes Antiquariat,
Rungestr. 20,
10179 Berlin
de@leftcom.org

Groupe Internationaliste Ouvrier (USA/Canada) :

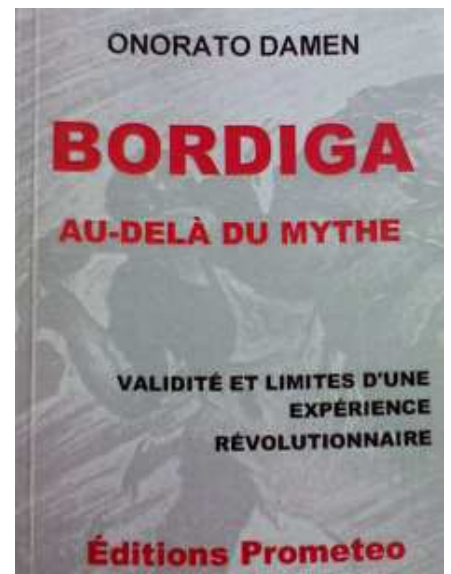
Au Canada écrire à :
RS
CP 173 Succ. "C"
Montreal QC
H2L 4K1

Aux USA :
Internationalists Notes
P.O. Box 14173
Madison, Wisconsin
WI 53708-0173
us@leftcom.org

Quelques textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI° Congrès du Partito Comunista Internazionalista).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.

- Bordiga – au delà du mythe
Validité et limites d’une expérience révolutionnaire
Onorato Damen – éditions Prometeo



Nos positions de base

- 1.** Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
- 2.** Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
- 3.** La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
- 4.** La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années '20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
- 5.** Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années '20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.